



# Assemblée générale

Soixante-douzième session

Documents officiels

## Première Commission

21<sup>e</sup> séance plénière

Mardi 24 octobre 2017, à 15 heures

New York

Président : M. Bahr Aluloom . . . . . (Iraq)

*En l'absence du Président, M. Sparber (Liechtenstein), Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 15 h 5.

### Points 52 b) et 90 à 106 de l'ordre du jour (suite)

#### Examen thématique des questions à l'ordre du jour et présentation et examen de tous les projets de résolution et de décision déposés au titre de tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Il reste 24 inscrits sur la liste des orateurs au titre du groupe de questions « Désarmement régional et sécurité ». Toutefois, conformément au calendrier adopté, avant de poursuivre la liste des orateurs au titre de ce groupe, la Commission va d'abord aborder le groupe de questions « Mécanisme de désarmement ».

J'ai maintenant le plaisir de souhaiter une chaleureuse bienvenue à nos intervenants de cet après-midi. Il s'agit du Président de la Conférence du désarmement, S. E. l'Ambassadeur Julio Herráiz, de l'Espagne; de la Présidente de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies, M<sup>me</sup> Gabriela Martinic, Ministre plénipotentiaire et Représentante permanente adjointe de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies; du

Président du Conseil consultatif pour les questions de désarmement, M. Trevor Findlay, chercheur principal à l'École des sciences sociales et politiques de l'Université de Melbourne; et du Directeur de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, M. Jarmo Sareva.

Le rapport de la Conférence du désarmement est publié sous la cote A/72/27; le rapport de la Commission du désarmement pour 2017 est publié sous la cote A/72/42; et le rapport du Secrétaire général sur les activités menées par le Conseil consultatif pour les questions de désarmement fait l'objet du document A/72/185. Enfin, la note du Secrétaire général transmettant à l'Assemblée générale le rapport du Directeur de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement est publiée sous la cote A/72/154.

Je vais d'abord donner la parole aux intervenants pour qu'ils prononcent leurs déclarations. Puis, nous passerons en mode officieux pour donner aux délégations la possibilité de poser des questions et de faire des observations. Je prie nos invités de bien vouloir s'en tenir à des déclarations concises de manière à nous permettre de disposer de suffisamment de temps pour avoir un échange interactif sur le sujet.

Je donne maintenant la parole à M. Herráiz.

**M. Herráiz (Espagne) (Président de la Conférence du désarmement) (parle en espagnol) :** Je remercie la

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



Première Commission de me donner l'occasion de faire un exposé, dans le cadre de cette table ronde, sur le rapport de la Conférence du désarmement (A/72/27), adopté par consensus le 14 septembre à Genève.

Il me paraît difficile de débattre de la Conférence du désarmement sans remédier à l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations depuis plus de deux décennies. Je tiens néanmoins à me faire porteur d'un message constructif qui doit renforcer notre détermination, car la désillusion ne peut jamais être une option.

Au cours de la session de 2017, le Secrétaire général a prié instamment la Conférence d'œuvrer assidûment à un accord de consensus qui apporterait des solutions rationnelles et diplomatiques conduisant à l'élaboration des outils nécessaires pour instaurer la confiance mutuelle et la stabilité internationale. Au cours du débat de haut niveau, les ministres des affaires étrangères et d'autres dignitaires se sont dits préoccupés par la situation à la Conférence et ont demandé qu'elle fasse progresser le programme international de désarmement. Au cours de la session, le 7 mars, la Fédération de Russie a présenté un projet de programme de travail sur un accord international visant à lutter contre le terrorisme chimique et biologique. Des discussions ont également eu lieu sur l'augmentation du nombre des membres de la Conférence, qui doit faire l'objet d'un examen à intervalles réguliers, conformément à l'article 2 du Règlement intérieur de la Conférence du désarmement. Le fait que 27 États aient demandé à adhérer à la Conférence depuis 1982 témoigne de l'intérêt constant qui lui est porté, malgré les difficultés auxquelles elle est confrontée.

Comme la Commission le sait, un groupe de travail sur la voie à suivre a été créé à la session de 2017, sur l'initiative de la présidence roumaine, conformément à la décision CD/2090. Les trois objectifs du Groupe consistent, premièrement, à faire le point sur les progrès accomplis sur tous les points de l'ordre du jour de la Conférence; deuxièmement, à déterminer les questions de fond à inscrire à l'ordre du jour en tenant compte des initiatives et priorités de la communauté internationale; et, enfin, à définir une base commune pour un programme de travail avec un mandat de négociation. Je tiens à remercier l'Ambassadeur Lynn, du Myanmar, pour ses efforts en tant que Président du Groupe de travail, ainsi que les facilitateurs. Bien que le résultat des discussions ait été utile, le rapport adopté était un rapport de procédure, et il n'a pas

été possible de parvenir à des recommandations concertées. Néanmoins, les rapports ont été transmis personnellement par le Président et les facilitateurs en tant que documents officiels de la Conférence, ce qui nous a permis d'obtenir des informations fondamentales.

Les réunions du Groupe de travail sur le désarmement nucléaire, présidées par l'Ambassadeur Lynn, ont permis d'examiner les initiatives menées au niveau multilatéral en vue de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires et, d'un point de vue juridique et institutionnel, d'identifier les vues et priorités pouvant faire l'objet d'un accord, mais la Conférence reste divisée sur les méthodes à suivre. Des travaux exploratoires plus approfondis seront nécessaires à la session de 2018, étant donné que le désarmement nucléaire est une priorité pour les États membres.

Des discussions ont également porté sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, facilitées par l'Ambassadeur Biontino, de l'Allemagne, qui portaient sur le champ d'application et les objectifs ainsi que sur les définitions, la question de la vérification et les aspects juridiques et institutionnels. Des questions à caractère politique et technique ont été abordées dans une perspective plus large, mais étant donné l'inévitable composante politique inhérente à cette dernière, il est essentiel qu'elles soient traitées de manière intégrée. Un accord général s'est dégagé sur le fait que les négociations portant sur le traité auraient lieu à la Conférence dès que possible, en vue de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires. La Conférence du désarmement est considérée comme l'instance la plus appropriée pour de telles négociations, compte tenu de son rôle historique, de la règle du consensus, de la nécessité de tenir compte des préoccupations vitales en matière de sécurité et de la présence de tous les acteurs concernés.

Les débats sur le point 3 de l'ordre du jour, relatif aux garanties de sécurité négatives, également dirigés par l'Ambassadeur Biontino, ont donné lieu à un échange de vues général sur l'examen en cours des garanties. Un débat s'est instauré sur les questions, facteurs, défis et possibilités potentiels dans le contexte d'un éventuel mandat de négociation, y compris les décisions antérieures adoptées par la Conférence. Les débats sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, animés par M. Lagos, du Chili, ont permis de décrire en détail les diverses positions des délégations. Bien que des divergences évidentes aient été constatées, toutes

les délégations ont reconnu l'importance du maintien de la sécurité, de la stabilité et de la prospérité dans ce domaine. Enfin, le Groupe de travail a examiné les points 5, 6 et 7 de l'ordre du jour. Les discussions ont été facilitées par l'Ambassadeur Ambrazevich, du Bélarus, sur les nouveaux systèmes d'armes de destruction massive, le programme général de désarmement et la transparence dans le domaine des armements. Il convient de reconnaître que les États membres ont des vues divergentes sur la possibilité d'examiner ces questions à la Conférence du désarmement.

La Conférence a rencontré quelques difficultés dans l'exercice des fonctions normales de ses présidents. À mon avis, le renforcement d'une vision commune et constructive est le meilleur moyen de rétablir le mandat de négociation de la Conférence sur les questions de désarmement. Comme il se doit, j'ai entrepris des consultations informelles initiales avec le prochain Président – Sri Lanka – pour coordonner et faciliter les travaux futurs de la Conférence. J'ai indiqué à la prochaine présidence les deux priorités qui, selon moi, permettraient d'adopter une approche plus réaliste pour élaborer un programme de travail potentiel. Premièrement, il importe de poursuivre l'élaboration d'un éventuel mandat de négociation sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. Un tel traité serait juridiquement contraignant, non discriminatoire, multilatéral et vérifiable, en particulier en ce qui concerne la production passée et future de matières fissiles, et son rôle serait fixé en fonction de la stabilité stratégique et du principe de sécurité non diminuée pour tous. Bien entendu, il est également vital de continuer à étudier d'autres solutions dans les domaines du désarmement nucléaire et de l'espace, comme indiqué dans l'ordre du jour de la Conférence.

Pour terminer, j'aimerais rappeler ce que la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, M<sup>me</sup> Izumi Nakamitsu, a déclaré lors d'une récente séance plénière de la Conférence, à savoir que malgré les différences entre les États membres, nous sommes parvenus à un consensus – un point de convergence commune – qui reflète une forte prise de conscience de la nécessité de prendre des décisions graves sur la situation dans laquelle se trouve la Conférence. Nous voulons tous rétablir le mandat de négociation de la Conférence, et ses États membres ont le pouvoir de le faire.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : J'invite à présent M<sup>me</sup> Martinic à prendre la parole devant la Première Commission.

**M<sup>me</sup> Martinic** (*parle en anglais*) : C'est pour moi un grand privilège de faire partie aujourd'hui de ce groupe, eu égard notamment aux résultats obtenus par la session de fond de la Commission du désarmement de cette année. Comme les délégations le savent, la Commission du désarmement est un organe délibérant. Après avoir formulé des séries de recommandations pendant de nombreuses années, elle a connu, pendant 18 ans, une sorte de paralysie. Cette fois, alors que nous entamons la session de fond de 2017, le troisième cycle d'examen porte sur deux questions : le désarmement nucléaire et les mesures de confiance dans le domaine des armes classiques. Nous avons connu une situation très difficile. Nous n'avions ni Bureau ni présidents pour les deux groupes de travail. Néanmoins, nous sommes peu à peu parvenus à réunir un Bureau complet. Je suis très heureux d'informer également la Commission que le Bureau est composé à parts égales d'hommes et de femmes. Nous avons également été en mesure d'élire deux présidents extrêmement compétents pour les deux groupes de travail : M. Wilmer Méndez Graterol, du Venezuela, et M<sup>me</sup> Lachezara Stoeva, de la Bulgarie. Ils ont fait un travail remarquable en aidant les délégations à promouvoir le dialogue et la compréhension.

Lorsque nous avons entamé la session, j'ai essentiellement suggéré aux délégations d'entendre les préoccupations des uns et des autres et de leur accorder la même attention que s'il s'agissait des leurs. Cela m'a paru être la seule manière de les aider à se comprendre et à dégager un compromis. Tel fut le cas cette année à la session de fond de la Commission du désarmement. Les délégations ont réussi à avoir des discussions approfondies et, à la fin de la journée, elles sont parvenues à un accord. C'est ce que le multilatéralisme offre : un compromis et une situation gagnant-gagnant pour tous.

Dans le même temps, nous avons tenu des consultations officielles sur une troisième question, relative aux mesures de transparence et de confiance dans l'espace. Cet exercice s'est avéré très constructif pour commencer à explorer une question. Là encore, les discussions et les échanges ont été très positifs. Nous examinerons ces questions, ainsi que la question du désarmement nucléaire, lors du prochain cycle.

Comme je le disais, avec beaucoup de patience, de bonne volonté et d'écoute, un compromis est possible. Comme je l'ai souligné, le multilatéralisme est une situation gagnant-gagnant pour tous. C'est un long périple, ardu et parfois frustrant, mais, « comme un bon Malbec, il lui faut du temps » (voir A/CN.10/PV.367). J'encourage donc les délégations à poursuivre sur cette voie.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : J'invite maintenant M. Findlay, à s'adresser à la Commission.

**M. Findlay** (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de rendre compte aux délégations des travaux du Conseil consultatif du Secrétaire général pour les questions de désarmement pour 2017.

Comme les délégations le savent, le Conseil fait également fonction d'Administrateur de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR). Mon exposé portera donc à la fois sur les questions de fond inscrites à l'ordre du jour du Conseil et sur les délibérations des administrateurs concernant l'UNIDIR. Compte tenu du temps limité qui m'est imparti, je me limiterai aux recommandations que nous avons faites au Secrétaire général à l'issue de nos délibérations.

Le Conseil a également adopté et proposé plusieurs mesures au cours de l'année pour renforcer son efficacité. Celles-ci sont mentionnées dans notre rapport. Je n'entrerai pas dans les détails au cours de mon exposé, mais je serai heureux d'en parler pendant la discussion interactive.

Premièrement, en ce qui concerne les questions de fond inscrites à l'ordre du jour du Conseil consultatif pour les questions de désarmement, le Secrétaire général a présenté trois points de l'ordre du jour que le Conseil devra examiner en 2017. Le premier a trait à la menace de cyberattaques terroristes contre des installations nucléaires et le rôle potentiel des moyens cybernétiques face à la menace contre la sécurité biologique. Le deuxième point de l'ordre du jour porte sur l'impact de l'intelligence artificielle sur la sécurité internationale, et le troisième point porte sur l'examen de la mise en œuvre des recommandations figurant dans l'étude des Nations Unies de 2002 sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Comme la Commission peut le constater, l'ordre du jour comporte une grande variété de points.

Le Conseil s'est félicité tout particulièrement que le Secrétaire général nous ait demandé d'examiner deux questions technologiques de premier plan en matière de sécurité internationale : la cybersécurité et l'intelligence artificielle. Afin d'aborder le large éventail de problèmes technologiques auxquels sont confrontés les États Membres et l'Organisation des Nations Unies, le Conseil a appuyé l'idée du Secrétaire général de créer un groupe consultatif scientifique chargé de le tenir informé des progrès scientifiques et technologiques essentiels qui ont des incidences sur la sécurité. Compte tenu de la complexité et de l'évolution rapide de ces domaines, le Conseil a également proposé que ses propres capacités soient renforcées par la nomination de membres spécialisés dans les sciences et la technologie, ainsi que dans l'industrie, notamment les technologies de l'information. Étant donné que le Conseil n'a pu qu'effleurer la question de l'intelligence artificielle, nous recommandons qu'elle demeure à l'ordre du jour en vue d'un examen plus approfondi en 2018.

J'en viens maintenant à la menace cybernétique pour la sécurité et la biosécurité nucléaires. Cette question est le résultat de la contraction d'une question précédente qui incluait la menace cybernétique dans tous les domaines liés aux armes de destruction massive. Le Conseil a toutefois conclu, après avoir examiné cette question l'année dernière, que le domaine qui nécessitait l'attention la plus urgente était celui de la menace cybernétique pesant sur les installations nucléaires et biologiques en raison du caractère potentiellement dangereux d'attaques réussies. À cet égard, le Conseil s'est félicité de la création du Bureau de lutte contre le terrorisme et lui a recommandé d'inscrire le cyberterrorisme dans ses attributions.

Le Conseil souscrit à l'idée que l'Organisation des Nations Unies devienne la principale norme en matière d'entrepreneuriat dans le cyberspace. L'Organisation est bien placée pour faire participer toutes les parties prenantes, y compris les États, les organisations internationales, l'industrie et la société civile à l'élaboration des mécanismes de gouvernance internationale nécessaires. Le Conseil est conscient des compromis difficiles qui doivent être faits entre le renforcement de la cybersécurité, d'une part, et la protection des libertés civiles, d'autre part.

S'agissant de la sécurité nucléaire, le Conseil a exprimé son soutien au rôle central de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et a demandé qu'une attention et des ressources accrues



soient consacrées à la lutte contre la menace cybernétique pour les matières et installations nucléaires. L'AIEA pourrait, par exemple, devenir le dépositaire mondial d'informations sur les menaces cybernétiques potentielles et les échecs des installations nucléaires pacifiques.

En ce qui concerne la biosécurité, la situation institutionnelle est bien entendu très différente. Il n'existe pas d'organe permanent de vérification ou de mise en œuvre de la Convention sur les armes biologiques, nonobstant la petite Unité d'appui à l'application de Genève. Le Conseil suggère que le Secrétaire général sollicite l'avis des États Membres sur les approches multilatérales, y compris les mesures institutionnelles pour faire face à la menace cybernétique sur la sûreté biologique

J'en viens maintenant à l'intelligence artificielle. Le Conseil se félicite vivement de l'attention déjà accordée par le Secrétaire général aux questions relatives à l'intelligence artificielle et l'engage à continuer de saisir toutes les occasions qui se présentent pour appeler l'attention des États Membres sur les difficultés et la complexité de ces questions. L'intelligence artificielle représente à la fois une chance et un défi pour la sécurité internationale. Amnesty International pourrait, par exemple, être mise à profit pour améliorer le contrôle et la vérification du respect des accords internationaux, y compris dans le domaine du désarmement. Nous notons que l'Union internationale des télécommunications organise des discussions politiques sur l'intelligence artificielle en tant que bien public, mais que l'intelligence artificielle pourrait aussi être utilisée pour compromettre la sécurité internationale. L'apparition de systèmes d'armes semi-autonomes remet déjà en question les normes juridiques existantes, et les armes entièrement autonomes représentent un danger encore plus grand.

Afin de renforcer l'examen international de cette question, le Conseil a proposé que les États Membres intéressés présentent un projet de résolution au cours de la présente session de l'Assemblée générale pour recueillir les vues de tous les États Membres. En outre, nous avons suggéré que les États Membres envisagent de charger l'UNIDIR de réaliser une étude complétée par un groupe d'experts sur l'impact probable de l'intelligence artificielle sur la sécurité internationale. Je note que l'Inde a distribué le projet de résolution A/C.1/72/L.52, dans lequel elle demande la convocation d'un groupe de haut niveau sur la question plus large de la science

et de la sécurité, auquel l'UNIDIR et ses travaux apporteraient leur concours. On pourrait s'attendre à ce que la grippe aviaire occupe, le cas échéant, une place importante dans les travaux d'un tel groupe d'experts.

En sa qualité d'administrateur de l'UNIDIR, le Conseil se félicite de la participation proposée de l'Institut à l'appui du groupe. L'UNIDIR est particulièrement bien placé pour contribuer à la recherche objective et factuelle de ces groupes.

J'aimerais aborder maintenant brièvement l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Après avoir examiné les 34 recommandations figurant dans l'étude de l'ONU de 2002 sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, le Conseil a conclu que l'étude restait, 15 ans plus tard, remarquablement pertinente et complète. Afin d'appeler l'attention sur son utilité constante, nous suggérons que le Secrétaire général et la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement en publient une nouvelle version. Elle devrait être distribuée à toutes les réunions pertinentes des Nations Unies. Le Conseil a félicité le Bureau des Nations Unies pour les affaires de désarmement pour son travail de mise en œuvre des recommandations de l'étude et l'a encouragé à envisager d'autres méthodes novatrices. Il pourrait s'agir notamment de récompenser les meilleurs éducateurs, journalistes et écrivains dans ce domaine, de nommer des pairs ambassadeurs, d'encourager les séminaires sur les meilleures pratiques en matière d'éducation pour le désarmement et les débats en ligne.

Toutefois, le Conseil a noté la persistance de réponses décevantes de la part des États Membres aux demandes du Secrétariat de rendre compte de leurs efforts en matière d'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. De nouvelles méthodes doivent être trouvées pour encourager une meilleure réponse. En particulier, l'établissement des rapports devrait être simplifié autant que possible d'un point de vue technique, étant donné que les États membres sont de plus en plus sollicités pour faire rapport sur toutes sortes de questions. La publication de l'étude de 2002 serait une bonne occasion de rappeler aux États Membres la nécessité de faire rapport.

Enfin, en ce qui concerne l'UNIDIR, à la suite des exposés approfondis du Directeur et du personnel de l'Institut, le Conseil, réuni en qualité d'administrateur de l'Institut, s'est félicité du message selon lequel l'Institut était parvenu à surmonter les difficultés considérables de ces dernières années. Il s'agissait notamment du

processus de gestion du changement, de la mise en place d'Umoja et de normes comptables internationales pour le secteur public, sans oublier les défis financiers et institutionnels. Le Conseil n'a cessé d'être impressionné par le nombre de projets et d'activités entrepris par l'Institut au cours des dernières années et par la qualité de ses résultats de recherche, malgré les défis qu'il lui a fallu relever.

Conformément aux statuts de l'UNIDIR, à sa réunion de juin, le Conseil a examiné la question de l'octroi d'une subvention en faveur de l'UNIDIR au titre du budget ordinaire des Nations Unies. Nous recommandons vivement son approbation. Les administrateurs se sont également déclarés très favorables à une augmentation ponctuelle de la subvention du budget ordinaire pour l'exercice biennal 2018-2019, comme recommandé dans la résolution 70/69, à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de l'UNIDIR. Le Conseil a noté que la résolution avait été adoptée par consensus (voir A/70/PV.67). Les administrateurs recommandent vivement que cette subvention unique soit mise en œuvre. Il est essentiel que le financement institutionnel de base de l'Institut soit renforcé afin de garantir que ses projets de recherche, qui souvent ne bénéficient pas d'un financement institutionnel de base propre, puissent être menés à bien.

Le Conseil a également appuyé la recommandation de l'examen interne de l'UNIDIR de 2015, le rapport Bowen, selon laquelle la structure institutionnelle minimale de l'Institut devrait être de cinq postes. Afin d'assurer la viabilité opérationnelle et l'indépendance de l'Institut, le Conseil d'administration estime que la subvention annuelle devrait être augmentée afin de couvrir les coûts de tout le personnel institutionnel. Cela comprendrait le poste de chef de recherche, renforçant par là même la conception de la recherche et son intégrité. Les administrateurs estiment qu'un effectif complet est nécessaire pour que l'UNIDIR puisse exploiter son potentiel.

Le Comité attend également avec intérêt l'évaluation indépendante de l'UNIDIR par une tierce partie, qui devrait avoir lieu au début de 2018 et être suivie d'un rapport du Secrétaire général. Les administrateurs soulignent que le modèle de financement et de fonctionnement durable qui devrait être présenté dans ce rapport doit respecter le mandat et les objectifs de l'Institut, tels qu'ils figurent dans ses statuts.

En conclusion, les administrateurs de l'UNIDIR sont convaincus qu'avec l'appui constant des États

Membres, notamment grâce à une subvention annuelle accrue et à des contributions volontaires des États Membres, ainsi qu'à des projets de collaboration avec d'autres instituts de recherche, l'UNIDIR a un bel avenir en tant que composante essentielle du mécanisme de désarmement des Nations Unies.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Sareva.

**M. Sareva** (*parle en anglais*) : Il est facile de faire suite aux remarques de M. Findlay, qui ont largement rendu compte de la situation financière de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) et des recommandations très appréciées du Conseil d'administration.

C'est la troisième fois que j'ai le privilège de participer à ce débat thématique au nom de l'UNIDIR. Ayant été à la fois Président et Secrétaire de la Première Commission, le fait de me joindre à ce groupe en tant que représentant de l'UNIDIR revêt pour moi une importance particulière.

J'aimerais commencer par ce qui vient en toute fin d'une déclaration comme celle-ci. Le personnel des Nations Unies est souvent décrit comme la « ressource la plus importante » de l'Organisation par les secrétaires généraux et d'autres cadres supérieurs, et ils ont parfaitement raison. Je tiens donc à saluer et à remercier mes collègues de l'UNIDIR. Ils sont non seulement la ressource la plus importante de l'Institut, mais aussi de l'UNIDIR. C'est en effet grâce au dévouement et à l'engagement de notre personnel – et à la qualité constante de son travail – que l'UNIDIR a pu rester en activité. Sans eux, aucune collecte de fonds n'aurait été possible et les appels au soutien politique seraient restés lettre morte.

J'ai également été surpris par le climat de travail positif qui règne à l'UNIDIR. Tout le monde participe et fait preuve de souplesse lorsque cela est nécessaire. C'est tout à fait précieux dans un petit institut qui fonctionne dans un environnement où les imprévus se produisent de manière soudaine.

J'avais conclu ma déclaration de l'année dernière (voir A/C.1/71/PV.19) en notant que c'est toujours à la qualité de ses derniers travaux de fond que les bailleurs de fonds, actuels et potentiels, jugent l'excellence et l'attractivité d'un institut comme l'UNIDIR. C'est notre réputation qui est en jeu. En d'autres termes, nous devons en permanence rendre des comptes, ce qui constitue de fait un de nos points forts. Grâce à notre

personnel hautement compétent et dévoué, nous avons pu être à la hauteur de notre tâche et notre réputation demeure solide. Ce fut un privilège de travailler avec notre personnel.

Mon rapport sur les activités de l'Institut pour la période allant de janvier à décembre 2016 et le projet de programme de travail et de plan financier pour 2017 et 2018 figurent, comme indiqué précédemment, dans le document A/72/154. Le rapport contient une liste très exhaustive de nos projets et activités en 2016 et des premiers mois de 2017. Une description encore plus exhaustive, comprenant tous les rapports de projets et autres publications, ainsi que des enregistrements sonores de la plupart de nos événements, est disponible sur notre site Internet, [www.unidir.org](http://www.unidir.org), et sur notre site Internet suisse, [www.unidir.ch](http://www.unidir.ch). J'encourage les membres du Comité qui ne l'ont pas encore fait à se familiariser avec notre site Web et à utiliser ses ressources.

J'appelle maintenant l'attention de la Commission sur le deuxième chapitre de mon rapport, qui décrit brièvement le programme de recherche de l'UNIDIR, ou sa feuille de route, comme on peut aussi le nommer. Il a été élaboré à l'issue d'un processus de consultation et de réflexion des parties prenantes sur nos objectifs et activités de recherche, à titre de contribution à la planification stratégique de l'UNIDIR pour 2017-2020. J'aimerais souligner brièvement la raison d'être d'un tel programme.

À l'heure actuelle, comme de nombreux membres de la Commission le savent, l'UNIDIR structure ses travaux autour de cinq programmes : armes de destruction massive, nouvelles questions de sécurité, armes classiques, sécurité et société, et mécanisme de désarmement. Comme il n'est pas toujours évident de voir comment nos projets et nos activités s'articulent, et comme certains thèmes de notre recherche ou certaines questions de recherche spécifiques peuvent recouper différents programmes, il n'a pas toujours été aisé de les décrire uniquement dans le contexte de ces programmes individuels. Nous avons également estimé qu'un programme de recherche – que nous avons appelé notre planche à dessin – pourrait indiquer plus clairement les objectifs de recherche de l'Institut et les travaux qu'il mène en ce sens, ce qui renforcerait les arguments de l'UNIDIR en faveur du financement de certains projets qu'il juge particulièrement utiles ou prioritaires. Enfin, nous avons estimé qu'un programme de recherche pourrait jouer un rôle de communication

important auprès de nos bailleurs de fonds, des autres intervenants et de notre organisme directeur, notre conseil d'administration.

J'insiste sur le fait que ce programme de recherche n'a pas pour but de nous limiter dans nos choix sur le type de recherche à entreprendre à l'avenir, si l'on estime que ces choix peuvent mieux répondre aux objectifs de notre mandat dans ces circonstances ou en raison de contraintes financières. Nous allons réexaminer les priorités thématiques du programme de recherche et tenir compte de l'expérience du personnel de recherche.

Je note dans mon rapport que la situation administrative et financière de l'UNIDIR est désormais plus stable qu'elle ne l'a été pendant un certain temps. J'ai également pris note des propos tenus à cet égard par le Président de notre Conseil d'administration. Toutefois, j'indique aussi dans mon rapport que nous ne pouvons pas tenir cette stabilité pour acquise dans l'environnement à coût élevé du système des Nations Unies. Il importe de garder à l'esprit la nécessité de garantir la viabilité opérationnelle à long terme de l'UNIDIR tout en préservant son autonomie.

Je dois souligner avec inquiétude que, bien que nous ayons continué à mobiliser au mieux les ressources affectées à des projets, l'UNIDIR continue d'être confronté à un environnement de plus en plus difficile pour le financement du cadre institutionnel nécessaire pour entreprendre des activités de projet conformément aux règles, règlements et exigences des Nations Unies. Les États sont de moins en moins en mesure de contribuer au budget ou au financement des opérations institutionnelles sans se limiter à la mise en œuvre ou à la poursuite d'un projet ou d'une activité spécifique. Cette tendance a malheureusement été particulièrement marquée cette année, alors que les fonds non affectés à notre budget de fonctionnement institutionnel sont – à ce jour – nettement inférieurs aux chiffres de l'an dernier.

Je tiens à souligner que tout excédent de fin d'exercice qui apparaîtrait dans nos états financiers reflète principalement les activités que nous nous étions déjà engagés à entreprendre l'année suivante. Ainsi, l'excédent indiqué au tableau 1 de l'annexe II de mon rapport pour l'année 2016 – l'année dernière – s'élève à un peu plus de 1,1 million de dollars, mais plus de 80 % de l'excédent indiqué dans cette annexe est en fait réservé à des activités à entreprendre en 2017. Ce n'est donc pas de l'argent que nous pouvons utiliser comme bon nous semble.

C'est dans ce contexte que je souhaite rappeler la résolution 70/69, résolution quinquennale de l'UNIDIR, adoptée il y a deux ans à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de l'Institut. Au paragraphe 9 de cette résolution adoptée par consensus à l'issue de consultations officieuses prolongées menées de manière très habile par la délégation française et dans le cadre d'un compromis délicat (voir A/70/PV.67), l'Assemblée générale demande que l'UNIDIR soit doté d'un budget ordinaire exceptionnel pour l'exercice 2018-2019.

Les membres de la Commission qui étaient présents au moment de l'adoption de cette résolution par la Commission se souviendront que, dans une déclaration orale faite par le Haut-Représentant pour les affaires de désarmement d'alors, la Commission avait appris qu'une évaluation interne serait effectuée en 2016 pour étayer cette proposition (voir A/70/PV.67). Cette évaluation a conclu par la suite qu'un effectif de base de quatre personnes était jugé approprié pour l'activité institutionnelle essentielle de l'UNIDIR.

Sur la base de cette évaluation interne, le projet de budget-programme du Secrétaire général pour 2018-2019 comprend une demande de ressources visant à augmenter la subvention au titre du budget ordinaire à titre de mesure ponctuelle pour préserver l'avenir de l'Institut, conformément à la demande faite par la Première Commission au paragraphe 9 de la résolution 70/69. Comme nous venons de l'entendre, le Conseil d'administration de l'UNIDIR a fortement appuyé cette demande lors de sa réunion de juin de cette année. Je suis également très heureux que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) ait approuvé cette augmentation non pas une mais deux fois.

La Cinquième Commission de l'Assemblée générale est actuellement saisie de cette demande dans le cadre de son examen du projet de budget biennal pour 2018-2019. Bien que cette commission soit la grande commission de l'Assemblée générale chargée des questions administratives et budgétaires, il est tout à fait inhabituel qu'elle annule l'approbation des recommandations du CCQAB. Toute mesure prise à cet égard par la Cinquième Commission sur la base d'un excédent illusoire des comptes de l'UNIDIR irait à l'encontre du compromis atteint en 2015, dans le contexte d'une tendance à la baisse continue du financement institutionnel.

Comme les membres de la Commission s'en souviendront également, au paragraphe 10 de la résolution 70/69, l'Assemblée générale priait le Secrétaire général de faire effectuer une évaluation par une tierce partie indépendante chargée d'établir un rapport sur ce que sera l'Institut de demain d'un point de vue structurel, financier, administratif et opérationnel et de proposer une structure de financement et un modèle opérationnel stables et viables permettant à l'Institut de s'acquitter de son mandat et d'atteindre ses objectifs au-delà de l'exercice biennal 2018-2019, et de lui faire rapport à cet égard à sa soixante-treizième session en tenant compte de l'évaluation en question, soit dans un an à compter de maintenant. Les ressources additionnelles nécessaires pour l'évaluation externe figurent également dans le projet de budget-programme du Secrétaire général.

Si l'on veut que cette évaluation par une tierce partie indépendante soit en mesure d'éclairer comme il convient le rapport demandé au Secrétaire général, elle devra être effectuée au début de 2018 et se terminer au plus tard au milieu du printemps de l'année prochaine. L'Assemblée générale, par l'intermédiaire de la Première Commission, souhaitera peut-être alors se prononcer sur la base de ces deux rapports. Il faut espérer qu'une telle action garantisse une structure de financement et un modèle de fonctionnement stables et viables pour l'UNIDIR, comme demandé dans la résolution 70/69.

Dans le même temps, la mesure ponctuelle prescrite par la résolution et inscrite dans le projet de budget-programme est effectivement nécessaire pour aider à préserver l'avenir à court terme de l'Institut, comme demandé au paragraphe 9 de la résolution. Je rappelle une fois de plus à la Commission que les paragraphes 9 et 10 ont été adoptés par consensus à la suite d'un compromis délicat obtenu lors des consultations officieuses.

Je me suis longuement attardé sur la subvention de l'UNIDIR et sur la demande du Secrétaire général d'en augmenter le montant car, pour l'UNIDIR, dire que c'est très important est un euphémisme. Il s'agit d'une question extrêmement importante pour l'Institut, sur laquelle nous avons beaucoup travaillé avec nos amis et commanditaires au cours des trois dernières années. J'espère que lorsque les membres de la Commission auront le loisir d'examiner la question avec leurs collègues de la Cinquième Commission, ils plaideront en faveur de l'avenir de l'UNIDIR, comme le prévoit la résolution 70/69 et comme l'a approuvé le CCQAB.



J'aimerais, pour conclure, aborder brièvement une autre question, celle des partenariats. La raison pour laquelle nous soulignons cette question tient au fait que les partenariats renforcés nous sont souvent prescrits comme des modèles économiques alternatifs, principalement pour réduire les coûts, et que l'on croit parfois à tort que nous ne les recherchons pas activement ou que nous les recherchons seulement avec un nombre limité de partenaires sur le plan géographique. L'UNIDIR n'effectue pas des recherches dans l'intérêt de la recherche, il s'acquitte de son mandat en fournissant des analyses factuelles et en proposant de nouvelles idées pour progresser sur une série de questions de paix et de sécurité liées au désarmement. Nous jouons également le rôle de rassembleur et de facilitateur pour les questions multilatérales liées au désarmement. En bref, par nos recherches et nos activités connexes, nous aidons la communauté internationale à améliorer ses politiques, programmes et pratiques en matière de désarmement et de sécurité.

Tout partenariat que nous concluons doit servir ces objectifs et, pour ce faire, il doit être flexible et apporter une valeur ajoutée concrète à nos activités. Pour réussir, un partenariat exige un engagement ferme et beaucoup de travail de la part des deux parties. Ainsi, les mémorandums d'accord permanents peuvent facilement devenir lettre morte, au mieux, ou des fardeaux, au pire. Les arrangements spéciaux sont donc généralement bien meilleurs.

Certains États Membres considèrent les partenariats comme un moyen efficace de réduire les coûts et d'alléger l'empreinte de l'UNIDIR à Genève. Cela pourrait facilement déboucher sur un travail d'approbation de l'UNIDIR mené par les instituts nationaux de recherche et risquerait de limiter encore davantage la capacité de l'Institut à fournir les services consultatifs et de conseil bénévoles que les États Membres apprécient beaucoup et attendent de l'Institut.

En ce qui concerne le nombre de partenariats de l'UNIDIR, j'aimerais rappeler qu'à ce jour, en 2017, notre programme d'armes classiques a été conçu en partenariat avec 76 entités, parmi lesquelles des gouvernements, des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des organisations internationales. La plupart de ces entités viennent du Sud ou œuvrent dans le Sud. Par exemple, 5 des 13 gouvernements avec lesquels nous avons travaillé – Burkina Faso, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Somalie et Sud-Soudan – se trouvent en Afrique. Parmi les

entités du système des Nations Unies, le groupe le plus important est celui des entités sur le terrain.

Enfin, je voudrais saluer la coopération très fructueuse que nous avons eue avec le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU. Les dernières années ont été particulièrement fécondes, grâce à une collaboration dans le cadre d'études de fond et au rôle continu de l'UNIDIR en tant que consultant institutionnel du Bureau des affaires de désarmement au sein de plusieurs groupes d'experts gouvernementaux. Nous espérons que cette relation mutuellement bénéfique se poursuivra et se renforcera.

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Conformément à la pratique établie, je vais maintenant suspendre la séance afin de donner aux délégations la possibilité d'avoir une discussion interactive avec les intervenants sous la forme de questions/réponses.

*La séance, suspendue à 15 h 50, est reprise à 15 h 55.*

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Au nom de toutes les délégations, je remercie tous nos intervenants pour leur participation et leurs déclarations.

La Commission va maintenant reprendre l'examen du groupe de questions « Désarmement régional et sécurité ». Je prie à nouveau instamment tous les orateurs de respecter leur temps de parole.

**M. Umarov (Kazakhstan) (parle en anglais) :** Le processus global de désarmement et le maintien de la sécurité et de la stabilité mondiales sont étroitement liés et dépendent des efforts régionaux des pays. Le Kazakhstan est préoccupé par le fait que l'instabilité et les tensions croissantes persistent dans diverses régions du monde. Non seulement le désarmement et la sécurité à l'échelon régional sont complexes, mais ils nous empêchent aussi de progresser.

Comme d'autres orateurs, nous pensons que la situation en Asie du Nord-Est et au Moyen-Orient, ainsi que dans d'autres parties du monde, reste extrêmement tendue et imprévisible. Les efforts déployés pour résoudre la question de la Corée du Nord semblent futiles alors que nous approchons d'un point de non-retour. Nous proposons donc que les parties concernées réduisent les tensions et envisagent toutes les options possibles.

Le Moyen-Orient exige également notre attention immédiate. Il est évident que la toute première étape nécessaire est d'assurer la paix, la stabilité et la confiance, pour lesquelles la création d'une zone exempte d'armes

nucléaires dans la région est essentielle. La création de zones exemptes d'armes nucléaires est l'un des moyens les plus efficaces pour prévenir la prolifération. Le Président du Kazakhstan a proposé que tous les États unissent leurs efforts pour créer des zones exemptes d'armes nucléaires afin de donner l'impulsion nécessaire à leur expansion dans le monde entier.

En ce qui concerne le Plan d'action global commun, nous voudrions qu'il continue d'être entièrement et efficacement mis en œuvre. Le plein respect du Plan d'action a eu une incidence significative sur la normalisation de la situation dans la région et au-delà. La relance économique dépendra également du respect des exigences du Plan d'action global commun.

Le Kazakhstan tient à remercier le Service du désarmement régional du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU et les trois centres régionaux pour la paix et le désarmement pour leur contribution au désarmement, à la paix et à la sécurité régionales et mondiales. En particulier, nous étendons notre coopération au Centre régional pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique afin de soutenir ses activités de sensibilisation. Nous encourageons donc les États Membres à continuer d'apporter des contributions financières et politiques aux services et programmes offerts par les centres régionaux.

Nous appuyons également le programme de bourses d'études sur le désarmement du Bureau des affaires de désarmement, qui forme de futurs avocats, et nous y contribuons. Les boursiers invités de diverses régions du monde favorisent la compréhension et l'action multilatérale collective en matière de désarmement et de sécurité.

*Le Président assume la présidence.*

Pour terminer, je voudrais à nouveau souligner que le Kazakhstan est déterminé à avancer sur les questions de désarmement régional, car elles sont une partie intégrante et essentielle de l'édification d'une architecture mondiale de sécurité.

**M. Hassan** (Égypte) (*parle en anglais*) : L'Égypte s'associe pleinement aux déclarations prononcées au nom du Groupe des États arabes et du Mouvement des pays non alignés sur ce groupe de questions (voir A/C.1/72/PV.20) et tient à faire les observations suivantes.

Le Moyen-Orient demeure la question la plus urgente s'agissant de l'objectif de créer une zone

exempte d'armes nucléaires. Cette question de longue date constitue pratiquement un quatrième pilier du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et, tant que ce pilier sera absent, la viabilité et la crédibilité du TNP, pierre angulaire du régime de non-prolifération, seront compromises.

Depuis 1974, l'Assemblée générale adopte chaque année une résolution relative à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Par ailleurs, la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 1995 a adopté une résolution relative à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, qui fait toujours partie intégrante de l'ensemble des mesures de prorogation prévues par le Traité. Néanmoins, on constate toujours une volonté persistante de bloquer tout progrès sur cette question.

La Conférence d'examen du TNP de 2010 a adopté un plan relativement ambitieux aux fins de la mise en œuvre de la résolution de 1995, qui prévoyait notamment de charger le Secrétaire général et les auteurs de la résolution de 1995 de convoquer une conférence sur la création de la zone. Nous sommes toujours d'avis que la voie à suivre a été définie dans la proposition présentée par le Mouvement des pays non alignés à la Conférence d'examen du TNP de 2005, qui était acceptable pour tous les États parties au Traité, sauf trois.

Dans ses remarques liminaires, la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement a déclaré à juste titre que

« Réaliser la paix par le désarmement ne consiste pas à attendre que la situation idéale en matière de sécurité se présente, tandis que les pays augmentent leurs budgets et leurs arsenaux militaires d'année en année. Au contraire, les mesures de désarmement peuvent instaurer la confiance, réduire les tensions et créer l'espace pour mettre en place des mécanismes de sécurité plus durables et plus viables » (A/C.1/72/PV.2, p. 4).

L'Égypte estime qu'il s'agit là de la logique appropriée pour guider les efforts internationaux visant à nous rapprocher de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient par des mesures de désarmement sérieuses et tangibles.

Dans cet esprit, nous continuons de rechercher la mise en œuvre de la résolution de 1995 en consacrant nos efforts à l'élaboration d'une feuille de route claire visant à lancer les négociations techniques et politiques

nécessaires pour conclure un traité juridiquement contraignant établissant une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. L'ONU et le Secrétaire général ont un rôle central à jouer pour appuyer ce processus. La convocation d'une conférence en vue de libérer le Moyen-Orient des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, sur la base du principe d'arrangements librement consentis, devrait être considérée comme une occasion historique pour tous les États de la région et au-delà de faire un grand pas vers une paix et une sécurité collective durables pour tous les États de la région.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Pakistan, qui va présenter les projets de résolution A/C.1/72/L.12, A/C.1/72/L.11 et A/C.1/72/L.13/Rev.1.

**M. Saeed** (Pakistan) (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale est depuis longtemps consciente que la paix et la sécurité mondiales dépendent dans une large mesure de la stabilité aux niveaux régional et sous-régional. Compte tenu du lien complexe existant entre la stabilité régionale et la paix internationale, la Charte des Nations Unies elle-même reconnaît et prévoit des arrangements régionaux pour garantir la paix et la sécurité mondiales. Dans la période de l'après-guerre froide, la plupart des menaces à la paix et à la sécurité sont nées principalement entre les États situés dans une même région ou sous-région. Par conséquent, les approches régionales en matière de désarmement et de maîtrise des armements sont à la fois essentielles et complémentaires des efforts déployés aux niveaux international et bilatéral.

Dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (résolution S-10/2), ainsi que dans les résolutions adoptées par la Commission du désarmement et la Première Commission, nous avons maintes fois souligné la nécessité d'adopter des démarches à la fois régionales et mondiales, y compris en ce qui concerne les accords conclus dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements. Par ces mécanismes et ces cadres normatifs, la communauté internationale a approuvé deux instruments largement reconnus et vérifiés : la maîtrise des armes classiques et les mesures de confiance, en particulier aux niveaux régional et sous-régional.

Plusieurs régions du monde ont bénéficié de l'application des principes et directives dans les

domaines de la maîtrise des armements classiques élaborés et convenus à l'ONU. Il convient de rappeler et de réitérer certains de ces principes, notamment la préservation de l'équilibre dans les capacités de défense des États au niveau le plus bas d'armements et de forces militaires, la responsabilité particulière des États militairement puissants et des États dotés des capacités militaires les plus importantes dans la promotion des accords de sécurité régionale et la recherche de mesures de désarmement de manière équitable et équilibrée.

Les arrangements régionaux pour le désarmement et la limitation des armements doivent porter en priorité sur les capacités militaires les plus déstabilisatrices et les déséquilibres dans les domaines classiques et non classiques. Dans les régions en proie à des tensions et des différends, il est impératif de parvenir à un équilibre stable des forces et des armes classiques grâce à des initiatives régionales de coopération.

Au fil des ans, les mesures de confiance ont prouvé leur efficacité aux niveaux régional et sous-régional, en particulier dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement. Elles ont également une corrélation positive avec la paix et la sécurité internationales. Comme les résolutions de l'Assemblée générale et les directives de la Commission du désarmement l'affirment, les mesures de confiance au niveau régional doivent être adaptées aux spécificités de la région et consister, dans un premier temps, en des dispositions simples visant à améliorer la transparence, l'ouverture et la réduction des risques avant que les États concernés ne soient en situation d'envisager des mesures plus importantes en matière de maîtrise des armements et de désarmement.

Les mesures de confiance sont importantes en ce sens qu'elles peuvent conduire à la création de conditions propices au règlement pacifique de différends existants et contribuer au règlement de situations pouvant être source de tensions aux niveaux international. Les mesures de confiance ne doivent cependant pas être une fin en soi. Elles doivent aller de pair avec les efforts visant à régler les différends de façon pacifique, conformément à la Charte des Nations Unies. Elles peuvent contribuer de manière importante à un environnement politique mondial propice à la promotion d'accords internationaux sur le désarmement et la limitation des armements.

Le Pakistan se sent honoré d'avoir été le fer de lance des initiatives menées à l'ONU depuis plusieurs années en matière de désarmement régional, de maîtrise des armements classiques et de renforcement de la

confiance. Les projets de résolution qu'il présente chaque année à la Première Commission sur le désarmement régional, les mesures de confiance à l'échelon régional et sous-régional et le contrôle des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional témoignent de façon concrète de la volonté du Pakistan de promouvoir ces objectifs convenus au niveau mondial.

À l'instar des années précédentes, la délégation pakistanaise présente cette année des projets de résolution sur ces questions (A/C.1/72/L.12, A/C.1/72/L.11 et A/C.1/72/L.13/Rev.1), reconnaissant l'importance des approches régionales en matière de maîtrise des armements, de désarmement et de renforcement de la confiance pour la paix et la stabilité internationales et la complémentarité entre approches régionales et mondiales. Nous comptons cette année encore sur les États Membres pour qu'ils appuient l'adoption de ces projets de résolution.

**M. Kazi** (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Le Bangladesh s'associe à la déclaration prononcée, au nom du Mouvement des pays non alignés, par la représentante de l'Indonésie (voir A/C.1/72/PV.20).

Le Bangladesh reconnaît l'importance cruciale du désarmement et de la sécurité à l'échelon régional dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Face à l'exode massif et sans précédent des Rohingya de l'État rakhine, au Myanmar, au cours des deux derniers mois, nous tenons à rappeler aux États membres concernés qu'ils doivent reconsidérer leurs transferts d'armes vers des États où ces armes peuvent être utilisées pour commettre de graves violations des droits de l'homme.

Le Bangladesh accorde la priorité à l'octroi de garanties inconditionnelles et juridiquement contraignantes aux États non dotés d'armes nucléaires contre la menace ou l'emploi d'armes nucléaires par les États dotés d'armes nucléaires. La notion de stabilité stratégique, fondée sur la dissuasion nucléaire, demeure un domaine qui nous préoccupe particulièrement. Nous souscrivons à l'idée selon laquelle le dialogue pacifique et la diplomatie demeurent les meilleures options pour bâtir une architecture de sécurité régionale solide. Une coopération régionale renforcée, notamment grâce à des mesures de transparence et de confiance, est essentielle pour réunir les conditions propices à un dialogue soutenu et approfondi sur les questions de désarmement et de sécurité. Le Bangladesh joint sa voix à celle de ceux qui insistent sur la nécessité de créer au Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires dans l'intérêt d'une

paix, d'une sécurité et d'une stabilité durables dans la région.

Le Bangladesh reconnaît le rôle utile joué par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, qui rassemble des experts et des décideurs compétents de la région pour partager leurs points de vue sur des questions d'intérêt commun. Sur le plan national, nous avons bénéficié en particulier de l'appui personnalisé apporté par le Centre pour promouvoir la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères et de petit calibre, ainsi que de l'Instrument international de traçage visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites. L'assistance technique fournie par le Centre dans ce domaine nous a également permis d'identifier les lacunes de nos dispositifs juridiques, politiques et institutionnels et les difficultés que nous rencontrons pour veiller au respect des dispositions pertinentes du Traité sur le commerce des armes. Nous ne pouvons que réaffirmer l'importance cruciale de la coopération régionale pour relever efficacement les défis posés par le commerce illicite des armes légères et des munitions. Nous saluons les efforts déployés à cet égard par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique.

Nous attendons avec intérêt de pouvoir renforcer notre partenariat avec le Centre régional afin d'appuyer nos travaux en cours sur l'élaboration d'une liste nationale de contrôle exhaustive qui nous permettrait, notamment, de nous acquitter de nos obligations au titre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité. Le Bangladesh reconnaît l'action menée par la Commission pour promouvoir le rôle et la représentation des femmes dans le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements. Nous remercions le Gouvernement népalais d'avoir accueilli le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et, comme les années précédentes, nous entendons continuer de nous porter coauteurs du projet de résolution sur le Centre régional.

Enfin, nous demandons au Centre d'intensifier ses efforts pour promouvoir et diffuser l'éducation et la recherche en matière de désarmement dans la région en s'appuyant sur les ressources nécessaires dont il dispose.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Cameroun, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/72/L.20.



**M. Tommo Monthe** (Cameroun) : En sa qualité de Président en exercice du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, le Cameroun prend la parole dans ce débat thématique au nom des pays de l'Afrique centrale, pour présenter le projet de résolution A/C.1/72/L.20, intitulé « Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale », déposé annuellement par les pays de la sous-région sur les activités du Comité.

En substance, dans son préambule, le projet de résolution rappelle les principes directeurs d'un désarmement général et complet, adopté à la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la première consacrée au désarmement. Il rappelle surtout les résolutions antérieures de l'Assemblée générale sur la question, en particulier la résolution 71/79 du 5 décembre 2016. Il rappelle en outre le rôle du Comité, qui est de promouvoir la limitation des armements, le désarmement, la non-prolifération et le développement dans la sous-région de l'Afrique centrale. Il réaffirme également l'importance et la pertinence du Comité comme instrument de diplomatie préventive dans l'architecture sous-régionale de promotion de la paix et de la sécurité.

Comme élément nouveau, il prend en compte la revitalisation des activités du Comité décidée lors de sa quarante-quatrième réunion tenue à Yaoundé du 29 mai au 2 juin 2017 afin d'améliorer sa contribution à la réalisation de l'agenda de la paix. Toujours dans le préambule, comme autre élément nouveau, le texte prend note de l'entrée en vigueur le 8 mars 2017 de la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage, dénommée Convention de Kinshasa, ainsi que de la troisième Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes, tenue à Genève du 11 au 15 septembre 2017.

Dans son dispositif cette fois-ci, le projet de résolution réaffirme son soutien aux efforts visant à promouvoir les mesures de confiance prises aux niveaux régional et sous-régional afin d'atténuer les tensions et les conflits en Afrique centrale et de favoriser une paix, une stabilité et un développement durables dans la sous-région. Il salue l'adoption lors de la quarante-quatrième réunion du Comité, du plan d'action et du chronogramme d'activités en vue de la mise en œuvre

de la stratégie régionale de lutte contre le terrorisme et le trafic d'armes légères et de petit calibre en Afrique centrale, adoptée à Libreville le 26 novembre 2015.

Il salue également les mesures prises lors de la quarante-quatrième réunion ministérielle susmentionnée, en vue de revitaliser les activités du Comité consultatif permanent et prend note de l'institutionnalisation de la fonction de point focal auprès dudit Comité pour assurer le suivi des recommandations en rapport avec les institutions nationales compétentes. Il salue également et encourage l'initiative des États membres du Comité consultatif permanent de développer des collaborations et synergies avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, notamment la Commission de défense et de sécurité, y compris en vue de favoriser la mise en œuvre de la stratégie régionale de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes légères et de petit calibre en Afrique centrale.

Le projet de résolution encourage les États Membres à fournir une aide aux États membres du Comité qui ont ratifié le Traité sur le commerce des armes et encourage ceux qui n'ont pas encore ratifié le Traité à le faire. Il encourage les États membres du Comité et les autres États intéressés à soutenir financièrement l'application de la Convention de Kinshasa. Il demande au Secrétaire général de convoquer le 8 mars 2018 la première Conférence des États Parties, conformément à l'article 34, alinéa 3, de la Convention de Kinshasa.

Par ailleurs, le texte prie le Bureau régional des Nations Unies d'appuyer les efforts des États membres du Comité et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale visant à mettre en œuvre la stratégie intégrée de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes légères et de petit calibre en Afrique centrale. Il demande à la communauté internationale de soutenir les États concernés dans l'action qu'ils mènent pour mettre en œuvre leurs programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, en l'occurrence, et prie le Conseil de sécurité de mandater la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine en vue de soutenir et appuyer les forces de défense et de sécurité centrafricaines dans leurs efforts de stabilisation du pays, notamment à l'est. Il exhorte les États membres à honorer leurs engagements financiers afin d'assurer un fonctionnement prévisible et pérenne du Centre interrégional de coordination pour la sécurité maritime

dans le golfe de Guinée et du Centre régional de sécurisation maritime de l'Afrique centrale.

Au vu de l'ampleur du phénomène des réfugiés et du fardeau qu'il représente pour des économies déjà faibles des pays de la sous-région, le texte prie le Secrétaire général et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de continuer d'aider les pays d'Afrique centrale à faire face aux problèmes des réfugiés et des déplacés se trouvant sur leur territoire. En outre, il prie le Secrétaire général et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer à prêter tout leur concours au bon fonctionnement du Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale.

Le projet de résolution se félicite de la contribution que le Cameroun a versé au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Comité et rappelle aux États membres du Comité les engagements dans ce sens qu'ils ont pris auparavant. Il sait gré au Comité consultatif permanent des efforts qu'il déploie pour faire face aux menaces qui pèsent sur la sécurité transfrontalière en Afrique centrale. Enfin, il exprime sa satisfaction au Secrétaire général pour le soutien qu'il apporte à la revitalisation des activités du Comité consultatif permanent, et le prie de continuer à fournir l'assistance nécessaire au succès de ses réunions ordinaires semestrielles.

Pour conclure, j'indique à titre de rappel qu'au fil des ans ce projet de résolution a toujours été adopté par consensus, et je souhaite qu'il en soit de même cette année.

**M<sup>me</sup> SánchezRodríguez** (Cuba) (*parle en espagnol*) : Ma délégation s'associe à la déclaration prononcée au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/72/PV.20).

Cuba est fière d'appartenir à la région dont les dirigeants, par un acte sans précédent, l'ont formellement déclarée zone de paix lors du deuxième sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, tenu à La Havane, afin d'éliminer une fois pour toutes le recours à la menace ou à l'emploi de la force dans notre région. Notre pays est attaché au multilatéralisme, principe fondamental des négociations sur le désarmement et la maîtrise des armements. Dans le même temps, nous tenons à rappeler l'importance des initiatives régionales et sous-régionales dans ce domaine. Dans ce contexte, nous soulignons que la déclaration de l'Amérique latine et des Caraïbes en tant

que zone de paix réaffirme l'engagement des États de la région à continuer de promouvoir le désarmement nucléaire en tant qu'objectif prioritaire et à contribuer au désarmement général et complet afin de contribuer au renforcement de la confiance entre nations.

Les initiatives menées au niveau régional dans le domaine du désarmement doivent tenir dûment compte des caractéristiques particulières de chaque région. Il ne peut y avoir de formules imposées, ni d'actions qui mettent en danger la sécurité d'aucun État de la région concernée. Les approches mondiales et régionales du désarmement et des mesures de sécurité et de confiance se complètent et, dans la mesure du possible, doivent être mises en œuvre de manière simultanée.

La mise en œuvre de mesures de confiance régionales avec le consentement et la participation de tous les États de la région concernée contribue à éviter les conflits et à prévenir le déclenchement non désiré et accidentel d'hostilités. Les États dotés d'une plus grande capacité militaire ont une responsabilité importante en matière de sécurité régionale et internationale. Il est par conséquent essentiel de garantir le respect des décisions, accords et traités régionaux et sous-régionaux visant à instaurer la paix et la sécurité.

Les zones exemptes d'armes nucléaires contribuent efficacement au renforcement de la paix et de la sécurité régionales et mondiales et doivent être respectées. Dans le cadre du cinquantième anniversaire de l'adoption du Traité de Tlatelolco, qui a créé la première zone exempte d'armes nucléaires dans une zone densément peuplée, nous reconnaissons l'importante contribution des zones exemptes d'armes nucléaires, et nous réaffirmons l'appui sans faille de Cuba à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive. Rien ne justifie le non-respect de l'accord réalisé sur la tenue d'une conférence internationale relative à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive. La création d'une telle zone constituerait un jalon dans le processus de paix au Moyen-Orient.

Pour terminer, je voudrais souligner l'importance que Cuba attache aux travaux des centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement, notamment le Centre régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Nous pensons que les ressources actuelles sont limitées et insuffisantes. Nous espérons que le rôle de ces centres continuera d'être renforcé dans l'intérêt

du désarmement, de la sécurité et du développement au niveau régional.

**M. Redha** (Iraq) (*parle en arabe*) : Je souhaite tout d'abord saisir cette occasion pour exprimer l'appui de ma délégation aux déclarations prononcées par le représentant du Yémen et la représentante de l'Indonésie, respectivement au nom du Groupe des États arabes et du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/72/PV.20).

Ma délégation réaffirme l'importance des zones exemptes d'armes nucléaires qui, en tant que pierre angulaire des mesures de confiance au niveau régional, peuvent contribuer à promouvoir la non-prolifération des armes nucléaires et à renforcer le régime de non-prolifération. Pour l'Iraq, la création de zones exemptes d'armes nucléaires favorise le désarmement nucléaire, préserve la sécurité des pays concernés et nous rapproche du noble objectif qui est de réaliser et maintenir la paix et la sécurité aux niveaux régional et international. L'Iraq appuie par conséquent pleinement la création de ces zones, car elle permettra d'atteindre l'objectif souhaité d'un monde exempt d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive.

L'évolution inquiétante de la situation sur la scène internationale en général, et au Moyen-Orient en particulier, impose à la communauté internationale d'assumer sa responsabilité collective et d'œuvrer à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive. Tout en exprimant sa déception face à l'échec de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 2015 et l'absence de consensus sur un document final, la délégation iraquienne tient à réaffirmer le rôle important et essentiel qui revient aux Nations Unies et aux trois États dépositaires du TNP de convoquer dès que possible, sur la base de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et de la décision prise par la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité en 2010, une conférence portant sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires.

Il est indéniable que la non-application de la résolution sur le Moyen-Orient contribuera à maintenir l'instabilité et le climat de tension dans la région et rendra plus difficile l'universalisation d'autres traités, affaiblissant ainsi le régime de non-prolifération et portant atteinte à la crédibilité et à l'universalité du Traité.

Enfin, l'Iraq estime que le désarmement nucléaire d'Israël, son adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en tant que partie non nucléaire et le placement de toutes ses installations nucléaires sous le régime des garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sont des conditions fondamentales et nécessaires pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, conformément à la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité. Ces mesures sont un préalable nécessaire qui pourrait contribuer à l'apaisement des tensions au Moyen-Orient, une région fragilisée en raison du fait que, contrairement à celui de toutes les autres parties de la région, les capacités et objectifs des installations militaires israéliennes ne font l'objet d'aucune supervision de la part de l'AIEA.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Algérie, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/72/L.8.

**M. Ait Abdeslam** (Algérie) (*parle en anglais*) : L'Algérie s'associe pleinement aux déclarations prononcées par la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés, et par le représentant du Yémen, au nom du Groupe des États arabes (voir A/C.1/72/PV.20).

Étant donné l'importance de la question du désarmement et de la sécurité au niveau régional, ma délégation voudrait saisir l'occasion offerte par le débat thématique pour faire les observations suivantes.

L'Algérie est attachée à la promotion de la paix et de la sécurité régionale, objectif permanent de sa politique étrangère et principe cardinal guidant son action sur la scène internationale. C'est pourquoi l'Algérie a toujours plaidé en faveur du dialogue, de la coopération et de la solidarité au sein des structures traditionnelles et des groupements politiques auxquels elle participe, en particulier dans les régions de l'Afrique et de la Méditerranée. À cet égard, l'Algérie s'est félicitée de l'entrée en vigueur, en 2009, du Traité de Pelindaba, qui constitue une contribution majeure au renforcement de la paix et de la sécurité aux niveaux régional et international. Nous réitérons par conséquent la nécessité de créer cette zone le plus tôt possible.

Face à la détérioration de la sécurité chez ses voisins, l'Algérie a alerté la communauté internationale sur les risques liés à la prolifération non réglementée et incontrôlée de tous types d'armes en Afrique du Nord

et dans les régions du Sahel et leurs liens étroits avec les groupes terroristes, la criminalité transnationale organisée, le trafic de drogue et les réseaux de contrebande. Cette situation inquiétante est extrêmement préoccupante et représente une grave menace pour la paix, la sécurité, la stabilité et le développement durable de tous les pays de ces régions et de la Méditerranée. Elle a aussi des conséquences dévastatrices sur les plans humanitaire et socioéconomique.

Compte tenu de l'ampleur de ces conséquences, l'Algérie est fermement convaincue que l'octroi d'une assistance technique et financière par les pays développés, les Nations Unies et les organisations internationales contribuerait grandement au renforcement des capacités des pays du Sahel à lutter contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et, par voie de conséquence, au démantèlement des réseaux organisés de trafic d'armes et des groupes terroristes.

L'Algérie ne ménage aucun effort pour renforcer la stabilité et la sécurité au-delà de ses frontières. À cet égard, en ce qui concerne la crise en Libye, l'Algérie persiste à penser que la seule solution à cette question, si déterminante pour la sécurité, la paix et la stabilité au sein de la région et au-delà, réside dans le dialogue et la réconciliation nationale entre nos frères et voisins en Libye. Le devoir de la communauté internationale est de mettre en œuvre tous les moyens politiques et diplomatiques possibles pour soutenir, encourager et promouvoir une solution nationale et inclusive pour la Libye.

En ce qui concerne la situation au Mali, le processus de dialogue inter-malien lancé par l'Algérie a permis la conclusion de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali entre le Gouvernement et d'autres parties maliennes. Pleinement résolu à garantir sa mise en œuvre, mon pays continuera à jouer un rôle clef à cet égard en qualité de Président du Comité de suivi de l'Accord, et il encourage la communauté internationale à continuer de fournir l'appui, politique ou financier, dont elle a tant besoin.

Je voudrais saisir cette occasion pour renouveler l'engagement de l'Algérie de soutenir les peuples frères de Libye et du Mali et d'œuvrer avec les autres pays voisins à l'instauration d'un avenir meilleur pour tous les peuples de la région et au-delà.

La délégation algérienne se félicite du rapport du Secrétaire général sur le renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée

(A/72/320), qui reflète les points de vue de certains États Membres sur les moyens de renforcer la sécurité et la coopération dans la région. Je saisis cette occasion pour remercier les États Membres qui ont contribué à la mise en œuvre de la résolution 71/85 de l'Assemblée générale.

Conformément à la politique méditerranéenne fondée sur les principes de coopération, d'amitié, de bon voisinage et de respect mutuel, l'Algérie a l'honneur, comme les années précédentes, de soumettre le projet de résolution, intitulé « Renforcement de la sécurité et de la coopération en Méditerranée » (A/C.1/72/L.8), au titre du point 104 de l'ordre du jour, pour examen par la Première Commission et l'Assemblée générale à la soixante-douzième session. La délégation algérienne et les autres coauteurs espèrent que tous les États Membres appuieront son adoption par consensus.

**M<sup>me</sup> Oweida** (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : La délégation des Émirats arabes unis s'associe aux déclarations prononcées au nom du Groupe des États arabes et du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/72/PV.20).

Les Émirats arabes unis réaffirment leur attachement au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et soulignent le droit des États de développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Les Émirats arabes unis sont considérés comme un exemple dans leur région d'un État qui utilise l'énergie à des fins pacifiques. Les Émirats arabes unis attachent également de l'importance à l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive.

Malgré l'existence de zones exemptes d'armes nucléaires dans le monde et l'importance des bases et principes élaborés par le Traité sur la non-prolifération pour lutter contre la prolifération nucléaire, il reste encore des obstacles à surmonter pour parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires et autres armes de destruction massive.

Dans ce contexte, mon pays affirme qu'il reste déterminé à appuyer le dialogue, les consultations et tous les efforts visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Nous espérons également que des mesures positives et sérieuses seront prises pour mettre en œuvre les mécanismes et les résultats de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2010 et pour faire en sorte que la conférence reportée sur la création d'une zone exempte



d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient ait lieu avec la participation de tous les pays de la région. À cet égard, mon pays appelle une fois de plus Israël à adhérer au Traité sur la non-prolifération. Il est le seul État de la région à ne pas l'avoir encore fait.

À cet égard, les Émirats arabes unis réaffirment qu'il importe que l'Iran adhère aux dispositions du Plan d'action global commun et s'y conforme pleinement. Ses activités nucléaires et de balistiques continuent d'être une source de préoccupation et de compromettre la sécurité et la stabilité dans la région. Mon pays espère également que la mise en œuvre des dispositions de l'accord nucléaire iranien et du Plan d'action global commun se reflétera dans le comportement de l'Iran dans la région. Mon pays appuie les efforts internationaux à cet égard, notamment la stratégie annoncée par les États-Unis pour mettre un terme aux activités iraniennes qui compromettent la sécurité et la stabilité dans la région. Les Émirats arabes unis réaffirment que le respect par l'Iran du Plan d'action global commun et sa mise en œuvre intégrale et transparente sont essentiels pour renforcer la confiance et la crédibilité des activités nucléaires iraniennes.

Pour terminer, nous appelons la communauté internationale à redoubler d'efforts afin de parvenir à un consensus sur la manière d'enrichir le travail de la Commission et l'adoption de mesures efficaces contribuant à la promotion de la paix et de la sécurité régionales et internationales.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Pérou, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/72/L.51.

**M. Prieto** (Pérou) (*parle en espagnol*) : Le Pérou s'associe à la déclaration prononcée, au nom du Mouvement des pays non alignés, par la représentante de l'Indonésie (voir A/C.1/72/PV.20).

L'Amérique latine et les Caraïbes sont essentiellement une région à revenu intermédiaire qui a enregistré des progrès importants en matière de réduction de la pauvreté, mais elles continuent néanmoins à rencontrer des difficultés persistantes, telles que les inégalités, la pauvreté et l'extrême pauvreté, auxquelles s'ajoutent les problèmes de violence et d'insécurité. Pour remédier à ces difficultés, nos gouvernements ont besoin d'outils techniques et de ressources économiques. Une grande partie de ces ressources est perdue du fait

des effets négatifs de la violence armée ou des dépenses coûteuses en armement.

Pour faire face à cette situation, nous devons coordonner nos efforts afin de promouvoir les activités visant l'instauration de la paix, des mesures de confiance et de désarmement, parallèlement à des actions en faveur du développement économique et social. C'est la raison pour laquelle l'Assemblée générale a chargé le Centre régional des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes d'apporter un appui fonctionnel aux initiatives et activités des États de la région visant à la mise en œuvre des mesures de paix et de désarmement et la promotion du développement économique et social.

Grâce à l'appui fourni par le Centre régional, les États d'Amérique latine et des Caraïbes ont progressé dans les domaines du renforcement des capacités, de la formation du personnel spécialisé, dans l'élaboration et l'application de normes relatives au désarmement et à la sécurité. Le Centre régional a organisé cette année plus de 60 activités portant sur l'assistance technique, juridique et de formation pour appuyer les initiatives des États de la région visant la mise en œuvre des instruments de relatifs aux armes classiques et aux armes de destruction massive.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites, le Centre régional a fourni une formation technique à plus de 600 fonctionnaires des autorités nationales pour le marquage, le traçage, la gestion et la destruction des armes légères.

En ce qui concerne la participation du secteur privé aux services de sécurité en Amérique latine et dans les Caraïbes, le Centre régional a poursuivi le projet visant à renforcer la capacité des gouvernements à contrôler les armes légères appartenant à des sociétés privées de sécurité. Dans le cadre de ce projet, elle a contribué à la destruction de plus de 450 armes légères et appuyé le marquage secondaire de plus de 500 armes appartenant à des sociétés privées de sécurité, en plus de former environ 250 fonctionnaires et employés de ces sociétés.

En ce qui concerne le Pérou, le Centre régional a lancé un nouveau projet pour encourager les jeunes à participer à la mise en œuvre du Programme de

développement durable à l'horizon 2030. Dans le cadre de ce projet, le Centre a travaillé avec 800 adolescents de la ville de Trujillo, dans le nord du Pérou, pour les sensibiliser au danger des armes à feu. De même, l'autorité nationale de réglementation du Pérou chargée des services de sécurité, des armes, des munitions et des explosifs à usage civil, en coopération avec le Centre régional, a détruit près de 10 000 armes et souligné les initiatives prises par le Pérou pour débarrasser les communautés vulnérables des armes confisquées et réduire le risque qu'elles soient détournées et utilisées à mauvais escient.

L'identification des domaines dans lesquels le Centre devrait concentrer son travail est une tâche essentielle dont les différentes administrations qui ont dirigé le Centre se sont acquittées avec clairvoyance, en particulier l'administration actuelle, responsable de la planification et de la mise en œuvre de ses activités à Lima et à New York. Nous lui en sommes très reconnaissants.

Enfin, pour les raisons que je viens d'indiquer, ma délégation a une fois encore l'honneur de se porter coauteur cette année du projet de résolution, intitulé « Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes » (A/C.1/72/L.51), qui sera soumis pour examen à l'Assemblée générale. Comme les années précédentes, nous espérons pouvoir compter sur l'appui précieux des délégations de façon que ce projet de résolution puisse être adopté par consensus.

**M. Petchezi (Togo) :** Le Togo prend la parole cet après-midi en sa qualité de pays hôte du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique.

Nous souhaiterions tout d'abord remercier le Secrétaire général pour son rapport (A/72/97), qui fournit d'importantes informations sur les actions menées par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique. Ces nombreuses actions illustrent parfaitement que le Centre accomplit positivement sa mission. Il importe de toujours rappeler le rôle important que joue le Centre, notamment dans le contexte africain où la possession et la circulation illicites des armes de tout genre par des acteurs non étatiques posent d'énormes défis sécuritaires à nos États.

Conformément à son mandat que précise la résolution 40/151 G de l'Assemblée générale, le Centre régional entreprend toujours, çà et là, des actions

encourageantes dans le cadre du désarmement régional. L'année écoulée, comme de coutume, il a fourni, sur demande des États africains, un appui technique à leurs initiatives en vue de mettre en œuvre des mesures essentielles relatives à la paix et à la limitation des armements. On pourrait citer, entre autres, l'appui apporté à la Commission de l'Union africaine dans la mise en œuvre de son Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, plus particulièrement la réalisation de l'ambition de faire taire les armes d'ici 2020 et réduire la violence sous toutes ses formes partout dans le monde. La contribution du Centre régional a été également remarquable dans la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel à travers la fourniture d'une assistance technique visant à améliorer la lutte contre la circulation illicite des armes de petit calibre.

En ce qui concerne le Togo, l'action phare a été sans nul doute l'appui technique apporté pour le marquage et l'enregistrement des armes. C'est dans ce cadre qu'une formation relative aux normes internationales sur le contrôle des armes légères et l'outil d'évaluation qui s'y rapporte a été organisée à Lomé, en novembre 2016, à l'intention des responsables du département en charge de la sécurité.

En outre, le Centre régional a participé activement aux travaux du Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique, tenu à Lomé en octobre 2016. En effet, le Centre régional a contribué au débat naissant sur le renforcement de la sécurité maritime en Afrique en établissant un document qui passe en revue les défis à relever et les instruments internationaux relatifs à la sécurité maritime sur le continent, y compris les définitions conceptuelles en la matière. C'est le lieu de témoigner notre gratitude au Centre régional pour la constante sollicitude dont il fait preuve pour appuyer les pays africains.

Malgré les efforts déployés par le Centre régional dans le cadre du désarmement régional, il reste confronté à un défi financier, et le Togo se fait l'écho de l'appel du Secrétaire général invitant les États Membres et les contributeurs à davantage d'efforts afin de lui permettre de renforcer ses capacités opérationnelles pour faire face aux besoins sans cesse croissants de nos pays. C'est pourquoi nous invitons les États Membres à adopter par consensus la résolution présentée par le Nigéria au nom des pays africains, qui, tout en rappelant le rôle central du Centre régional dans le cadre du désarmement

régional, lance un appel pressant aux États à honorer leurs contributions afin de lui permettre de mener à bien ses activités.

En tant que pays hôte, le Togo saisit cette occasion pour réitérer son soutien au Centre. C'est le lieu de se féliciter des efforts constants accomplis par le Gouvernement togolais pour doter le Centre des conditions idoines de travail, notamment les infrastructures immobilières.

Pour conclure, le Gouvernement togolais se réjouit de la nomination de M. Anselme Yabouri, nouveau Directeur du Centre, qui, nous en sommes convaincus, permettra de renforcer ses actions d'assistance à nos États en matière de désarmement afin de relever les défis sécuritaires de la sous-région africaine et assurer le développement et le bien-être de nos populations.

**M. Coussière (France) :** La dimension régionale des travaux de la Première Commission revêt pour ma délégation une grande importance. Au niveau régional, entre anciens adversaires obligés d'apprendre à se connaître pour construire un voisinage de paix, peuvent en effet se cristalliser de bonnes pratiques ambitieuses, susceptibles d'inspirer les travaux que nous menons dans les conventions de désarmement.

L'Union européenne en est le meilleur exemple, qui est parvenue à tirer les leçons d'un passé douloureux pour construire une paix durable en inventant un nouveau mode de gouvernance des divergences, l'unité dans la diversité. Par sa politique de voisinage ou la coopération qu'elle apporte aux États tiers, l'Union européenne met cette expérience au profit de ses partenaires. Les outils de coopération qu'elle propose, notamment dans le domaine du désarmement, sont fortement imprégnés de la dimension régionale. À titre d'exemple, la France participe activement au programme d'assistance de l'Union européenne destiné à favoriser l'entrée en vigueur, l'universalisation rapide et la mise en œuvre effective du Traité sur le commerce des armes. Cela concerne pour l'instant le Sénégal, le Burkina Faso, la Sierra Leone et les Philippines.

C'est également en s'impliquant activement dans la montée en puissance de la Force conjointe de cinq pays du Sahel, que la France encourage ces États – Tchad, Niger, Burkina Faso, Mali et Mauritanie – à renforcer leur présence militaire dans les zones frontalières en améliorant leur coordination grâce à une chaîne de commandement unique. L'efficacité de ce mode d'action est avérée dans la lutte contre le terrorisme mais aussi

pour limiter les nombreux trafics transfrontaliers, et en tout premier lieu celui des armes, des munitions ou des explosifs. L'une des priorités des contributeurs qui appuient la naissance de cette force conjointe sera aussi de la doter d'une capacité de lutte contre les engins explosifs improvisés, dont la mise en œuvre occasionne des pertes importantes parmi les civils comme au sein des forces armées nationales ou multinationales de la région.

À l'échelle du continent européen, la France, comme les autres États membres de l'Union européenne, apporte un fort soutien à l'établissement de mesures de transparence et de renforcement de la confiance adaptées à la situation géostratégique de la région. Le Traité sur les forces conventionnelles en Europe aura permis la destruction de nombreux équipements. Mon pays ne se résout pas à voir dépérir cet instrument et appelle à revenir à sa mise en œuvre pleine et entière. Pour le Traité « Ciel ouvert », nous engageons les États parties à rechercher de bonne foi des solutions aux divergences actuelles au sein de la Commission consultative dédiée à cet instrument. S'agissant du Document de Vienne, ma délégation souhaite poursuivre avec tous les pays concernés le renforcement et la modernisation de ce texte, pour l'adapter à l'évolution des doctrines et des équipements militaires.

D'autres instruments ont recueilli le consensus au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), notamment sur la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive ou les menaces transversales, la cybersécurité, la gestion des armes légères et de petit calibre et des stocks de munitions. Ils sont étudiés de près par les partenaires méditerranéens ou asiatiques de l'OSCE comme autant de bonnes pratiques adaptables à leur environnement régional spécifique.

Les initiatives de non-prolifération et de désarmement menées aux niveaux mondial, régional et sous-régional peuvent se renforcer mutuellement lorsqu'elles sont conçues dans une logique de complémentarité. La mobilisation de la communauté internationale contre la menace posée par le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre en constitue un bon exemple.

Au niveau global, le Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite d'armes légères sous tous ses aspects fournit un cadre général pour la lutte contre les trafics d'armes légères et de petit calibre, et encourage

d'ailleurs fortement la coopération à tous les niveaux. La France présidera la troisième Conférence d'examen du Programme d'action en 2018 et est pleinement engagée pour faire de ce rendez-vous un succès.

Au niveau régional, la coopération est essentielle compte tenu de la nature largement transfrontalière des trafics d'armes légères et de petit calibre. Parmi les initiatives auxquelles la France participe, on peut citer la révision de la stratégie de l'Union européenne sur la lutte contre les trafics illicites d'armes légères et de petit calibre, ainsi que les efforts de l'OSCE pour encourager les bonnes pratiques, l'assistance et la coopération dans ce domaine.

Au niveau sous-régional, la France soutient le Centre de perfectionnement aux actions post-conflituelles de déminage et de dépollution de Ouidah, au Bénin, qui possède une vocation régionale et permet de soutenir nos partenaires africains dans le renforcement de leurs capacités d'évaluation, de mise aux normes et de gestion des armes légères et de petit calibre ou des stocks de munitions. Ces projets modélisables, susceptibles d'être reproduits dans différents pays aux situations similaires, visent à renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles nationales plutôt que de s'y substituer.

**M. Alfassam** (Koweït) (*parle en arabe*) : Je souhaite tout d'abord indiquer que la délégation de l'État du Koweït s'associe aux déclarations prononcées par le représentant du Yémen, au nom du Groupe des États arabes, et la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/72/PV.20).

Nous débattons aujourd'hui des questions liées aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive dans le cadre du désarmement régional. La création de ces zones est l'un des éléments essentiels les plus importants pour libérer le monde de ces armes meurtrières et atteindre les objectifs du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

L'État du Koweït tient à souligner sa position ferme et fondée sur des principes à l'égard du désarmement et de la sécurité internationale. Rappelons-nous les étapes par lesquelles nous sommes passés en vue d'atteindre notre objectif commun d'un monde sans armes nucléaires.

Plus de 22 ans se sont écoulés depuis la prorogation indéfinie du Traité sur la non-prolifération en 1995. Depuis lors, l'État du Koweït, avec les autres

États arabes, a participé à 13 réunions des divers comités préparatoires des conférences d'examen des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi qu'à trois conférences d'examen et 22 sessions de la Première Commission sur le désarmement et la sécurité internationale. Toutefois, malgré toutes ces participations et les efforts déployés, nous discutons toujours de ce dont nous sommes convenus en 1995 pour créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

Lorsque je regarde cette salle de conférence, je vois beaucoup d'amis et de collègues qui savent à quel point nous étions proches en 2010 de réaliser certaines avancées répondant aux aspirations de nos peuples. Tel fut le cas lorsque le plan d'action a été adopté lors de la Conférence d'examen, qui appelle, entre autres, à la tenue d'une conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires. Toutefois, malheureusement, tous ces efforts ont été entravés lorsqu'Israël a fait obstacle à la convocation de la conférence. L'État du Koweït rejette catégoriquement toutes les tentatives d'Israël visant à empêcher la tenue d'une conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires.

Lorsque nous parlons de désarmement régional, en particulier au Moyen-Orient, il est inévitable que nous nous inquiétions du refus d'Israël d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de signer l'accord de garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Ce faisant, Israël évite d'avoir à divulguer le nombre de ses installations nucléaires et même de permettre à l'AIEA d'examiner ces installations, dont certaines sont sans aucun doute délabrées et constituent une source de préoccupation sur les plans sécuritaire, humanitaire et écologique pour le monde entier. Avec la communauté internationale, nous avons averti que les incidents nucléaires ignorent les frontières nationales, alors que leurs effets touchent toutes les régions du monde, comme en attestent les expériences passées.

Pour terminer, le Koweït souligne qu'il poursuivra ses efforts pour créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Par l'entremise de la Première Commission, nous appelons à nouveau les trois États qui ont parrainé la résolution sur le Moyen-Orient adoptée à la Conférence d'examen de 1995, et qui fait partie intégrante de la prorogation indéfinie du Traité sur la non-prolifération, à assumer la responsabilité de la mise en œuvre de cette résolution.



Ces trois coauteurs de la résolution sont bien informés des efforts inlassables que le Koweït et les États arabes ont déployés, des nombreuses concessions qu'ils ont faites et de leur grande souplesse diplomatique au cours des sept dernières années pour convoquer la conférence d'Helsinki reportée.

Nous attendons avec intérêt le rôle central que joueront les trois États coorganisateur afin de trouver le moyen approprié de créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient sur la base du mandat relatif aux conférences d'examen de 1995, 2000 et 2010. Nous espérons que ces États redoubleront d'efforts pour créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, conformément aux conclusions des conférences d'examen de 1995, 2000 et 2010.

**M. Aung** (Myanmar) (*parle en anglais*) : Le Myanmar s'associe aux déclarations prononcées par la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés, et par la représentante de la Malaisie, au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (voir A/C.1/72/PV.20).

La prolifération des armes de destruction massive représente aujourd'hui une menace pour la paix et la sécurité régionales et internationales. Outre les préoccupations en matière de sécurité, nous sommes également alarmés par les multiples conséquences de cette prolifération sur les plans humanitaire et socioéconomique.

La sécurité et la stabilité régionales sont des conditions préalables, en particulier pour les pays en développement, car la sécurité, la stabilité et le développement vont de pair. Les approches régionales du désarmement jouent un rôle central dans la mise en œuvre des instruments mondiaux de désarmement et de non-prolifération grâce au renforcement des capacités nationales et aux initiatives de sensibilisation et de mobilisation. La transparence et les mesures de confiance entre les pays d'une région sont également essentielles pour prévenir l'escalade des tensions dans la région.

Ma délégation tient à exprimer sa reconnaissance au Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, au Service du désarmement régional et aux trois Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement pour leur précieuse contribution au désarmement mondial et à la paix et la sécurité internationales. Le Myanmar appuie pleinement le rôle joué par les trois Centres régionaux des Nations

Unies, en particulier par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique dans l'assistance fournie aux États Membres de la région. Il met l'accent sur l'assistance pratique et le renforcement des capacités afin de contribuer aux efforts nationaux et régionaux en matière de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération, et de promouvoir le dialogue, le renforcement de la confiance et l'éducation pour la paix et le désarmement dans la région.

En reconnaissance des contributions apportées par le Centre, le Myanmar, avec les membres du Mouvement des pays non alignés, appuie et parraine traditionnellement le projet de résolution annuel, intitulé « Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique ». Nous ferons de même cette année.

J'aimerais évoquer brièvement les efforts du Myanmar en matière de désarmement régional. En janvier 2016, le Myanmar a organisé, en coopération avec le Bureau des affaires de désarmement, une table ronde nationale sur la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité. Toutes les parties prenantes ont procédé à un échange de vues sur les bonnes pratiques dans la mise en œuvre de la résolution visant à empêcher l'accès d'acteurs non étatiques à des armes de destruction massive. En outre, en février 2016, la Commission a organisé au Myanmar un atelier de renforcement des capacités sur les armes légères et de petit calibre, sur l'élaboration d'instruments internationaux et d'une législation nationale et sur les outils disponibles pour le contrôle des armes légères et de petit calibre.

Le Myanmar appuie fermement la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans la région, qui ont grandement contribué au renforcement du désarmement nucléaire mondial. Nous nous félicitons de l'aboutissement des négociations nucléaires entre la République islamique d'Iran et E3/EU+3, qui ont abouti à la finalisation du Plan d'action global commun le 14 juillet 2015. Nous sommes fermement convaincus que la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est renforce les normes mondiales de non-prolifération et de désarmement nucléaires et consolide les efforts internationaux en faveur de la paix et de la sécurité. Dans ce contexte, le Myanmar réaffirme sa volonté de faire participer les États dotés d'armes nucléaires et d'intensifier les efforts actuellement déployés par toutes les parties pour régler toutes les questions en suspens,

conformément aux objectifs et aux principes du Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires.

Le désarmement régional joue un rôle important dans le régime mondial de désarmement, principal moteur de la création d'un monde exempt d'armes nucléaires. C'est pourquoi nous appelons tous les États Membres à faire de leur mieux pour adopter des mesures de confiance, y compris des mesures de transparence et de coopération, afin de promouvoir le désarmement, la paix et la sécurité aux niveaux régional et mondial.

**M. Jabrayilov** (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : L'Azerbaïdjan s'associe à la déclaration prononcée, au nom du Mouvement des pays non alignés, par la représentante de l'Indonésie (voir A/C.1/72/PV.20). Je voudrais cependant faire quelques observations à titre national sur certaines questions importantes pour mon pays.

Les régimes de maîtrise des armements classiques sont des instruments importants pour garantir la stabilité, la prévisibilité et la transparence dans le domaine militaire. En tant qu'arrangement politico-militaire complexe, tout régime de maîtrise des armes classiques exige un niveau élevé d'attachement de la part des États parties à ses principes fondamentaux, ainsi que le respect des normes et principes du droit international, qui constitue le fondement même de tout régime de maîtrise des armements.

L'Azerbaïdjan n'a pas ratifié l'Accord de Tachkent de 1992 sur les principes et procédures d'application du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (Traité FCE). Néanmoins, l'Azerbaïdjan applique et observe, de sa propre initiative, toutes les dispositions du Traité FCE et promeut la transparence en participant régulièrement à des échanges informels d'informations et en recevant des inspections.

Les mesures de confiance sont des outils précieux pour renforcer la confiance mutuelle entre les États. Les mesures de confiance doivent être mises en œuvre de manière à garantir le droit de chaque État à une sécurité égale, en veillant à ce qu'aucun État ou groupe d'États bénéficie d'avantages par rapport à d'autres. Les mesures de confiance ne peuvent pas être détachées du contexte politique et sécuritaire général, en particulier lorsque les zones de conflit relèvent de la zone d'application.

En tant qu'État membre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Azerbaïdjan participe régulièrement à des échanges d'informations, soumet des rapports et reçoit des

inspections sur place et des visites d'évaluation et d'observation dans le cadre, notamment, du Document de Vienne 2011 de l'OSCE sur les mesures de confiance et de sécurité, du Code de conduite relatif aux aspects politico-militaires de la sécurité, du Document de l'OSCE sur les armes légères et de petit calibre et des Principes de l'OSCE régissant le transfert des armes classiques.

L'Azerbaïdjan attache la plus haute importance à la mise en œuvre intégrale du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, principal cadre international pour prévenir, combattre et éliminer ce commerce, ainsi que de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères illicites. Au niveau régional, nous soulignons la pertinence du Document de l'OSCE sur les armes légères et de petit calibre et son importante contribution au règlement des problèmes dans l'espace OSCE.

Les efforts visant à assurer la mise en œuvre des mécanismes de maîtrise des armements, de désarmement et de mesures de confiance dans le Caucase du Sud sont sérieusement entravés par l'agression continue de l'Arménie par l'Azerbaïdjan. Mon pays est en état de guerre, une guerre dont il n'est pas à l'origine mais à laquelle il s'efforce activement de mettre fin. L'Azerbaïdjan met tout en œuvre, de manière constructive et à tous les niveaux, pour rétablir son intégrité territoriale sur la base des normes et principes généralement acceptés du droit international, de la Charte des Nations Unies et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

L'occupation par l'Arménie des territoires azerbaïdjanais internationalement reconnus représente un obstacle majeur à la pleine application du Traité FCE dans la région du Caucase du Sud. L'Arménie viole de manière flagrante les principes fondamentaux du Traité FCE relatifs au non-recours à la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique des États et au consentement du pays hôte. En outre, l'Arménie poursuit son renforcement militaire dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan. Le nombre total de pièces d'équipement déclarées et non déclarées de l'Arménie, limitées par le Traité, stationnées sur son propre territoire et dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan, a largement dépassé le plafond autorisé par le Traité FCE. Dans ce contexte, l'Arménie continue

de désinformer la communauté des Nations Unies en fournissant délibérément de fausses informations sur ses dotations et activités militaires dans le cadre des mécanismes existants d'échange de données.

L'Azerbaïdjan a appelé à maintes reprises l'attention de la communauté internationale sur les transferts illégaux d'armes légères et de petit calibre et d'autres armes classiques par l'Arménie dans les territoires occupés de mon pays. Nous exhortons tous les États à s'abstenir de telles activités illégales, à les condamner et les empêcher, car elles violent l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Azerbaïdjan et compromettent les perspectives de paix dans notre région.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Népal, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/72/L.48.

**M. Thapa** (Népal) (*parle en anglais*) : Le Népal s'associe à la déclaration prononcée, au nom du Mouvement des pays non alignés, par la représentante de l'Indonésie (voir A/C.1/72/PV.20).

Le Népal se félicite du rapport du Secrétaire général sur les activités entreprises par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique (A/72/98). Nous remercions également les directeurs des centres régionaux de leurs exposés détaillés. Nous pensons que les approches régionale et mondiale du désarmement et de la non-prolifération se complètent et doivent être poursuivies simultanément pour promouvoir la paix et la sécurité aux niveaux régional et international. C'est pourquoi le Népal défend avec fermeté le rôle important du désarmement régional dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

En complément des voies officielles du désarmement, ma délégation encourage les centres régionaux, en tant que forces motrices, à promouvoir des partenariats avec les femmes, les jeunes, la société civile, les milieux universitaires et le secteur privé pour mettre au point des mesures de confiance novatrices. L'expérience a montré que ces parties prenantes peuvent jouer un rôle déterminant dans la prévention des conflits entre pays ayant des aspirations militaires concurrentes et conflictuelles. Les centres régionaux peuvent également servir de réceptacle des meilleures pratiques.

Pour le Népal, l'éducation en matière de désarmement contribue à modifier la position fondamentale des populations et des décideurs vis-à-vis

de la paix et la sécurité et contribue à la réalisation des buts et principes des Nations Unies. Les centres régionaux doivent donc diffuser des informations et élaborer des modèles éducatifs pour les différents groupes d'âge afin d'améliorer leur niveau de sensibilisation. De même, les centres régionaux doivent mettre en commun les enseignements tirés de l'expérience afin de s'en inspirer dans leurs contextes géographiques respectifs.

Pour cela, les centres régionaux doivent être renforcés et dotés de ressources suffisantes pour leur permettre de s'acquitter de leur mandat. Ma délégation exprime sa reconnaissance à tous les États Membres et à leurs partenaires pour leur coopération sans faille. Nous nous félicitons en particulier de l'accord signé hier entre la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement et le Président du Risho Kosei-kai sur l'appui aux activités d'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération.

Avec le soutien du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, le Gouvernement népalais a élaboré des manuels scolaires sur l'éducation pour la paix et le désarmement à l'attention des élèves de la huitième à la dixième, ainsi que des cours facultatifs pour ceux de la sixième à la huitième. Depuis la fin des années 80, le Népal a organisé, en partenariat avec le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, des réunions et des dialogues régionaux dans le cadre du processus de Katmandou afin de favoriser l'adoption de mesures visant à renforcer l'ouverture, la transparence et la confiance dans la région Asie et Pacifique. L'année dernière, avec l'appui du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, le Népal a organisé à Katmandou une table ronde de haut niveau sur la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité. Le Népal réaffirme l'importance de ces dialogues régionaux, notamment pour promouvoir la compréhension, la coopération et la confiance dans le domaine de la paix et du désarmement dans la région et au-delà.

Nous saluons la contribution apportée par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique pour mettre en œuvre l'objectif de développement durable 16 et promouvoir la participation des femmes à ses activités de désarmement et de non-prolifération. Le Népal se félicite de l'appui apporté par la Centre aux États Membres pour le renforcement de leurs capacités et

la mise en œuvre de programmes d'action dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération et encourage les États Membres de la région à identifier les domaines dans lesquels ils souhaitent travailler avec le Centre pour promouvoir le désarmement et la non-prolifération dans la région.

Le Népal se fait l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général aux organisations non gouvernementales et aux pays de la région et au-delà pour qu'ils versent des contributions volontaires au Centre régional afin de garantir la pérennité de ses activités et opérations et lui permettre de s'acquitter de son mandat.

En tant que pays hôte du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, le Népal présente le projet de résolution sur la Commission, publié sous la cote A/C.1/72/L.48, pour examen par la Première Commission. Nous sommes convaincus que, comme les années précédentes, nous bénéficierons de l'appui précieux de toutes les délégations en faveur d'un parrainage plus large et de l'adoption du projet de résolution par consensus.

**M. Tsymbaliuk (Ukraine) (*parle en anglais*) :** L'Ukraine s'associe à la déclaration prononcée hier par l'observatrice de l'Union européenne (voir A/C.1/72/PV.20).

En tant que défenseur du maintien de la paix et de la sécurité au niveau le plus bas d'armements, y compris classiques, l'Ukraine reconnaît le rôle important joué par la maîtrise des armes classiques, notamment aux niveaux régional et sous-régional, et se félicite donc de toutes les mesures prises dans ce sens. L'engagement constant de l'Ukraine en faveur du renforcement de l'efficacité des mesures de confiance reste également inchangé.

En conséquence l'Ukraine s'est portée coauteur de deux projets de résolution – le projet de résolution A/C.1/72/L.13/Rev.1, intitulé « Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional » et le projet de résolution A/C.1/72/L.11, intitulé « Mesures de confiance dans le contexte régional et sous-régional », présentés par le Pakistan.

L'Ukraine est un partenaire responsable et de longue date des mécanismes de confiance paneuropéens liés à la maîtrise des armes classiques, tels que le Traité sur les forces classiques en Europe (FCE), le Traité « Ciel ouvert » et le Document de Vienne sur les mesures de confiance et de sécurité de l'Organisation pour la

sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Malgré la situation tendue dans certaines régions de notre pays et le fardeau supplémentaire imposé aux forces armées ukrainiennes par l'agression russe, l'Ukraine continue de respecter ses obligations dans le domaine de la maîtrise des armes classiques.

L'Ukraine réitère l'importance particulière qu'elle attache aux mesures de confiance bilatérales avec les pays voisins dans les zones frontalières, élaborées conformément au Document de Vienne. À ce jour, nous avons conclu des accords bilatéraux pertinents avec la Pologne, le Bélarus, la Hongrie, la Slovaquie et la Roumanie. Notre capacité à mener des inspections sur une base paritaire conformément à ces accords a confirmé l'utilité de ces inspections pour renforcer la confiance, les relations amicales et la coopération entre les pays concernés. Ces mesures de confiance bilatérales ont pour caractéristiques principales : l'observation des activités militaires à partir du niveau tactique; l'interdiction de mener des exercices militaires au niveau du bataillon ou au-dessus à une distance de 10 à 20 kilomètres d'une frontière; l'application de mesures de confiance aux activités non seulement des forces armées mais aussi d'autres organismes de sécurité, de défense et de maintien de l'ordre; et la possibilité d'étendre les inspections pour une période de temps supplémentaire et de les élargir aux unités au niveau du bataillon.

Malheureusement, les nombreuses propositions de l'Ukraine visant la conclusion d'un accord analogue avec la Russie ont été rejetées par la partie russe. Il est également regrettable que la Fédération de Russie ait laissé dans l'impasse la coopération militaire sous-régionale ainsi que les accords de confiance conclus entre les États du littoral de la mer Noire, en particulier le Groupe de coopération navale de la mer Noire et les mesures de confiance et de sécurité dans le domaine naval en mer Noire, auquel a participé l'Ukraine.

De plus, après avoir suspendu sa participation au Traité FCE en 2007, la Russie a évité les échanges d'informations et les contrôles aux fins de vérification, en particulier en ce qui concerne la situation dans le district militaire du sud de la Russie. La concentration déstabilisante de personnel et d'équipement militaire dans cette zone a facilité les agressions commises par la Russie à l'encontre de la Géorgie en 2008 et l'agression contre l'Ukraine, en 2014, qui se poursuit à ce jour. Ces actes d'hostilité ont montré que les régimes de maîtrise des armes classiques et de renforcement de la confiance



ne s'appliquent pas à l'heure actuelle aux territoires de la République autonome de Crimée, en Ukraine, ni à certaines parties des régions de Donetsk et de Luhansk en Ukraine.

Malgré la détérioration de la situation en matière de sécurité due au comportement peu civilisé du dirigeant actuel du Kremlin, l'Ukraine estime que l'expérience acquise dans le cadre de l'OSCE, par le biais de l'élaboration de mesures de confiance, mérite une attention particulière, et que le Document de Vienne, qui a permis d'accumuler une grande expérience dans ce domaine, peut servir d'exemple concret pour la réalisation d'accords semblables dans d'autres régions du monde.

**M. Najem** (Bahreïn) (*parle en arabe*) : Ma délégation s'associe aux déclarations prononcées précédemment par le représentant du Yémen, au nom du Groupe des États arabes, et la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/72/PV.20).

Le 11 mai 1995, la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation a adopté les principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires. La Conférence d'examen a demandé que l'adhésion universelle au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) soit une priorité, en particulier pour les États dotés d'installations nucléaires qui ne sont pas soumises aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). À cet égard, le Royaume de Bahreïn souligne l'importance des accords fondamentaux portant création de zones exemptes d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive, en particulier au Moyen-Orient, une région confrontée à des défis qui exigent que nous œuvrions à la création d'une telle zone afin d'instaurer la paix, la sécurité et la stabilité dans une région qui touche le monde entier.

Le Royaume de Bahreïn tient à souligner l'extrême importance que revêt le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour faire face aux menaces catastrophiques de toute explosion nucléaire sur les plans humanitaire, environnemental et de la sécurité. Il importe donc de veiller à ce que le Traité entre en vigueur et que les États qui ne l'ont pas encore fait le signent et le ratifient.

Le refus persistant d'Israël, seul pays du Moyen-Orient n'ayant pas encore adhéré au TNP et refusant

de soumettre ses installations nucléaires aux garanties de l'AIEA, représente une menace considérable sur le plan de la sécurité et de l'environnement pour les États et les peuples de la région. Le retard persistant dans l'exécution de l'engagement international énoncé dans la résolution de 1995, qui appelle à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, entrave tout progrès possible dans les efforts visant à assurer la non-prolifération. Nous attendons donc avec intérêt que progressent les négociations sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes les autres armes de destruction massive au Moyen-Orient et que soit dissipées les craintes face aux graves conséquences résultant de l'existence de ces armes.

**M. Yermakov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Pour des raisons que chacun comprendra, l'Europe occupe pour nous une place particulière sur le plan régional. Elle est notre maison commune, et qui d'autre que nous doit se pencher sur les questions liées à l'élaboration d'une architecture fondée sur l'égalité et une sécurité indivisible pour tous, à l'abri de toutes divisions artificielles.

En tant que défenseur constant de la paix, la Russie a proposé, il y a dix ans déjà, de remplacer le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe – qui est dépassé et reflète une approche fondée sur les blocs et leur opposition – par un traité global sur la sécurité européenne. Cependant, nos partenaires sur le continent européen ne sont toujours pas prêts à de tels efforts constructifs. Au lieu de cela, l'OTAN a accéléré son expansion imprudente vers l'est, en renforçant son infrastructure militaire près des frontières de la Russie, voire en déployant des éléments du système mondial de défense antimissile balistique des États-Unis. L'ingérence directe de l'Occident dans les affaires intérieures de nos voisins, le changement de régime par des méthodes anticonstitutionnelles, y compris le recours à la force, et l'insistance à négocier avec nous sur la base d'une position de force sont devenus des pratiques normales, au risque de laisser passer une occasion historique d'améliorer la situation en Europe. Nous en connaissons tous les conséquences.

Malgré cette attitude négative, nous pensons que rien ne saurait remplacer une solution politique et diplomatique à toutes les questions en suspens. Nous avons donc appuyé l'initiative visant à engager un dialogue structuré sur les questions de sécurité européenne au sein de l'Organisation pour la sécurité

et la coopération en Europe (OSCE), une formule qui pourrait contribuer à apaiser les tensions et à rétablir la confiance mutuelle. Nous devons commencer par l'essentiel et mettre de côté toute accusation non fondée et toute rhétorique belliqueuse. L'ouverture d'un dialogue dépolitisé sur la base de l'égalité des droits préparerait le terrain à la participation d'experts militaires des deux parties à ce processus. Leur participation permettrait de commencer à examiner les craintes actuelles, de débattre des mesures de prévention des incidents militaires dangereux et, à partir de là, de commencer à élaborer des mesures concrètes pour une désescalade, surtout dans le cadre des contacts directs entre la Russie et l'OTAN.

Les premières discussions dans le cadre de ce dialogue structuré suscitent quelque espoir. Nous avons perçu des signes positifs chez certains experts européens au cours de leurs réunions avec les représentants des ministères de la défense, qui se sont progressivement éloignés des accusations non fondées portées contre la Russie et de son apparente volonté d'interagir. Il importera de renforcer cette évolution vers la normalisation des relations, y compris dans le domaine militaire, par des efforts conjoints. Le Forum de l'OSCE pour la coopération en matière de sécurité pourrait être une plate-forme idéale pour promouvoir le dialogue. Cependant, son potentiel est encore affaibli par les actions unilatérales de l'OTAN, qui a rompu sa coopération militaire avec la Russie. Les tentatives de certains pays de poursuivre à tout prix la rhétorique anti-russe ne contribuent pas à rétablir un climat de coopération. Durant notre présidence du Forum de l'OSCE, d'avril à août, nous avons fait de notre mieux pour contribuer à normaliser la situation. Notre délégation s'est concentrée sur des questions d'intérêt commun pour tous les États, telles que la lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, le contrôle des exportations d'armes, l'échange de données d'expérience sur l'élimination des munitions classiques et l'application des accords bilatéraux sur la prévention des incidents dans les airs et en mer.

J'aimerais aborder dans ma déclaration d'autres questions très importantes, aussi je sollicite l'indulgence de la Commission.

Le Traité « Ciel ouvert » demeure une mesure de confiance importante. Toutefois, à la suite du coup d'État de Kiev, des accusations totalement infondées ont été portées contre la Russie concernant une supposée concentration de forces armées près de sa frontière

avec l'Ukraine. Faisant preuve d'une transparence sans précédent, nous avons offert à tous les États intéressés parties au Traité « Ciel ouvert » la possibilité d'effectuer près de 20 vols d'observation dans la région. En mars 2014, à la demande des autorités de Kiev, la Russie a autorisé une mission d'observation extraordinaire supplémentaire. Les vols d'observation ont clairement montré qu'aucune des allégations contre la Russie n'était fondée. Toutefois, pour une raison que j'ignore, les photographies décodées, en particulier celles de la mission de vol effectuée par l'Ukraine, n'ont pas retenu l'attention. Il semble que nos partenaires occidentaux préfèrent garder le silence sur cette question. Compte tenu des accusations infondées qui continuent d'être proférées à l'encontre de la Russie, nous avons, en marge du Forum de Vienne, organisé un exposé afin de présenter les résultats des copies décodées des photographies. Ces photographies ont été comparées à des documents similaires obtenus un an plus tôt et ont permis une réfutation factuelle de toutes les allégations de l'Occident.

Ainsi, cette tentative honteuse d'attiser l'« hystérie anti-russe » a de nouveau échoué lamentablement. Nous regrettons que nos partenaires occidentaux se comportent comme des enfants déraisonnables et qu'ils continuent leur chasse aux sorcières alors que d'autres menaces, bien réelles, frappent depuis longtemps et avec persistance à la porte de leur fragile demeure.

**M<sup>me</sup> Imnadze** (Géorgie) (*parle en anglais*) : La Géorgie s'associe à la déclaration faite précédemment par l'observatrice de l'Union européenne (voir A/C.1/72/PV.20). Je voudrais faire quelques brèves observations à titre national.

La Géorgie tient à exprimer sa gratitude à l'Union européenne pour sa précieuse contribution financière au projet de démilitarisation lancé dans mon pays en vue de l'élimination de 461 tonnes de munitions excédentaires. Ce projet a été mis en œuvre par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), comme indiqué dans la déclaration faite hier par l'Union européenne. Compte tenu de la responsabilité qui nous incombe du fait de notre engagement au titre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, et du Document de l'OSCE sur les armes légères et de petit calibre, nous avons pleinement participé aux mécanismes d'échange d'informations et avons accompli ces dernières années d'importants progrès pour améliorer notre contrôle des armes légères.

Je voudrais également préciser que le trafic illicite des armes légères et de petit calibre, de même que leur accumulation excessive, demeure un sujet de préoccupation dans les régions géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud/Tskhinvali, qui sont actuellement sous occupation militaire étrangère illégale. En fait, outre la question des armes légères et de petit calibre, ces deux régions, où sont déployés quelque 6 000 membres des forces armées et du personnel du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie, sont fortement militarisées et comptent sur leur territoire une grande variété d'arsenaux sophistiqués. La composition et les positions de ces déploiements vont au-delà de tout objectif défensif, entravent les efforts pour résoudre pacifiquement le conflit et cherchent à déstabiliser la région.

**M. Al Habib** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Le Moyen-Orient demeure une des régions les plus instables du monde. En dépit de toutes les autres sources d'insécurité qui sont apparues au fil du temps, la première, la plus ancienne et la plus persistante des menaces qui pèsent sur la sécurité du Moyen-Orient trouve toujours son origine dans les stratégies expansionnistes et interventionnistes du régime israélien, ses politiques agressives et bellicistes et ses pratiques insultantes et brutales. Israël est le seul pays de la région à posséder des armes nucléaires et des installations et activités nucléaires non soumises aux garanties, et il continue de rejeter sans vergogne les appels internationaux à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Les armes nucléaires de l'État d'Israël constituent le principal obstacle à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, pourtant demandée de longue date. Israël possède en outre d'autres armes de destruction massive et rejette obstinément les appels internationaux à devenir partie aux instruments internationaux interdisant ces armes.

Le fait que les dépenses militaires totales combinées des pays du Moyen-Orient pour 2016 aient augmenté de 19 % par rapport à 2007 et qu'environ 25 % du commerce mondial des armes soit destiné au Moyen-Orient démontre l'ampleur alarmante de l'augmentation des dépenses militaires dans la région. Outre les importantes dépenses militaires du régime israélien lui-même, cette situation résulte également de l'augmentation considérable des dépenses militaires de deux des États du golfe Persique. Ils comptaient, avec Israël, parmi les 15 pays au monde ayant les dépenses militaires les plus élevées en 2016. L'envolée des achats

d'armes dans l'un des États du Golfe a ainsi contribué à accroître les ventes mondiales d'armes de plus de 10 % en 2015 et a placé ce pays en tête de la liste des principaux pays importateurs d'armes dans le monde. En 2017, ce pays a signé un accord de 110 milliards de dollars avec les États-Unis, en plus de l'accord de 350 milliards de dollars sur 10 ans qu'il avait déjà signé préalablement avec ce même pays. Ce pays du Golfe a augmenté ses dépenses militaires d'année en année depuis 2002.

Un autre État du Golfe peut par ailleurs se prévaloir du titre de troisième pays importateur d'armes au monde au cours de la période 2012-2016. Ce pays, moins peuplé, a développé au fil des ans une politique étrangère agressive, reposant sur la démonstration de force, à travers notamment des interventions militaires dans différents pays et l'implantation d'une base militaire en Afrique. Il a été en moyenne le cinquième importateur d'armes au monde au cours des 20 dernières années et le destinataire de 19 % de toutes les exportations d'armes depuis les États-Unis. Au cours des dernières années, ces deux États pétroliers du golfe Persique ont utilisé une grande partie de leurs armes pour semer la mort au Yémen et précipiter la destruction du pays.

Si nous voulons rétablir la sécurité et la stabilité dans la région, il sera crucial d'éliminer les armes nucléaires et les autres armes de destruction massive d'Israël et d'assurer l'adhésion de ce pays aux divers instruments internationaux multilatéraux pertinents, y compris la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Une forte diminution des dépenses militaires et des importations d'armes, en Israël et dans certains États du golfe Persique, apparaît également essentielle.

Une version intégrale de cette déclaration sera disponible sur PaperSmart.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur au titre du groupe de questions relatif au désarmement régional et à la sécurité.

Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui ont demandé à exercer leur droit de réponse. À cet égard, je rappelle à toutes les délégations que la durée de la première intervention est limitée à 10 minutes et celle de la seconde à cinq minutes.

**M. Hallak** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Les orateurs de l'Union européenne continuent de proférer des mensonges et de manier l'hypocrisie

dans leurs déclarations. Comme nous l'avons déjà dit, ils pointent un doigt accusateur vers tous ceux qui ne les suivent pas dans leur logique. Dans sa déclaration au titre du point de l'ordre du jour que la Commission examine actuellement, l'observatrice de l'Union européenne (voir A/C.1/72/PV.20) a essayé d'insulter l'intelligence des personnes présentes dans cette salle, dans une tentative désespérée de dissimuler la participation de nombreux États membres de l'Union européenne à la guerre contre mon pays.

Ses propos font écho à la position et aux politiques de l'OTAN et de l'Union européenne, qui visent à détruire les infrastructures de mon pays et à soutenir les groupes terroristes armés, par divers moyens, directs et indirects. Ces pratiques viennent s'ajouter aux attaques des bases de l'armée arabe syrienne et de ses alliés dans la lutte contre les terroristes, et au meurtre de milliers de civils en Syrie. Ces actions ont même conduit à la destruction d'écoles pour sourds et muets à Raqqa et dans d'autres villes du pays.

Nous sommes surpris par les références faites par l'observatrice de l'Union européenne dans sa déclaration. De nombreux États membres de l'Union européenne ont fourni aux organisations terroristes armées, en particulier les deux organisations terroristes Daech et le Front el-Nosra, et leurs groupes terroristes affiliés, toute une variété d'armes, de munitions, de matériel et de renseignements, en plus de produits chimiques toxiques à utiliser dans mon pays. Les aéroports de certains États membres de l'Union européenne sont devenus des centres d'approvisionnement majeurs pour les organisations terroristes opérant sur le territoire de la République arabe syrienne, facilitant le transit d'armes, de munitions et de matériel. De nombreux membres de l'Union européenne vendent et transfèrent également des armes de façon illicite aux organisations terroristes armées opérant dans notre région.

L'observatrice de l'Union européenne a déclaré par ailleurs que la guerre qui ravageait actuellement notre pays avait causé des souffrances inacceptables à des millions de Syriens. Nous lui rappelons que de nombreux pays européens, en particulier les membres de l'Union européenne, y compris des membres permanents du Conseil de sécurité, sont très étroitement impliqués dans la guerre terroriste en Syrie. Personne n'ignore en effet que des pays de l'Union européenne ont soutenu la guerre par tous les moyens possibles et qu'ils sont les premiers responsables de la souffrance de ces millions de citoyens syriens, notamment en raison

des mesures coercitives imposées unilatéralement par l'Union européenne à l'encontre de mon pays.

**M. Pye Soe Aung** (Myanmar) (*parle en anglais*) : Je prends la parole en réponse à la déclaration de mon collègue de la délégation du Bangladesh.

Les délibérations que nous avons en ce lieu doivent être objectives, constructives et utiles, et être menées dans le but de trouver des solutions à nos défis communs. La situation humanitaire à la frontière n'a rien à voir avec les questions d'armement et de désarmement que nous nous efforçons d'aborder dans les travaux de la Commission. J'informe les membres de cette dernière que le Gouvernement du Myanmar déploie tous les moyens et ressources possibles pour faire face à la situation humanitaire à la frontière. Les travaux du Mécanisme-cadre pour l'aide humanitaire, la réinstallation et le développement dans l'État rakhine sont en cours. Nous continuerons d'œuvrer de bonne foi avec nos voisins et nos partenaires régionaux et internationaux pour résoudre le problème humanitaire à la frontière.

**M. Margaryan** (Arménie) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour répondre à la déclaration de la délégation azerbaïdjanaise, dans laquelle certaines accusations ont été portées contre l'Arménie. Comme à son habitude, la délégation azerbaïdjanaise dépeint une image tronquée de la réalité et inverse les rôles pour tenter de tromper la communauté internationale, que ce soit au sujet du conflit du Haut-Karabakh ou des questions relatives au désarmement et à la sécurité régionale. Le représentant de l'Azerbaïdjan a parlé de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et de ses activités au sein de l'Organisation, omettant en quelque sorte l'importance de respecter les accords conclus sous la présidence du Groupe de Minsk de l'OSCE, qui est le seul organe mandaté par la communauté internationale pour assurer la médiation dans le conflit du Haut-Karabakh. S'agissant du règlement de ce conflit du Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan a omis de mentionner les principes de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à l'autodétermination, qui constituent l'essence des propositions avancées par la coprésidence de la médiation, que l'Azerbaïdjan continue d'ignorer.

L'utilisation systématique d'armes lourdes et de missiles d'artillerie permet à la communauté internationale de comprendre clairement pourquoi les dirigeants azerbaïdjanaïses rejettent la création de tout mécanisme d'enquête sur les violations du cessez-le-feu à la frontière. Le représentant de l'Azerbaïdjan a



parlé des mesures de confiance, mais il n'a pas expliqué pourquoi l'Azerbaïdjan continue de rejeter la mise en place de toute mesure de confiance entre lui et le Haut-Karabakh. Dans le contexte des hostilités à la frontière du Haut-Karabakh, il est inacceptable de permettre à l'Azerbaïdjan de poursuivre ses pratiques actuelles, qui constituent des violations caractérisées du cessez-le-feu. Nous appelons l'Azerbaïdjan à renoncer à la violence et à s'engager à mettre en œuvre les propositions visant le règlement pacifique du conflit. Le peuple du Haut-Karabakh a exercé son droit à l'autodétermination il y a plus de 25 ans, et toute une génération a désormais été élevée sans domination étrangère.

La République d'Arménie poursuivra ses efforts pour parvenir à un règlement pacifique du conflit avec les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, qui demeure la seule instance mandatée pour assurer la médiation dans le règlement du conflit.

**M. Yermakov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Des accusations infondées, selon lesquelles la Russie ne respecterait pas les accords de Minsk sur le règlement de la guerre civile en Ukraine, ont à nouveau été proférées à notre rencontre. Nous avons le sentiment que certains orateurs ne font qu'annoncer leurs vieilles fiches d'archive sans même prendre la peine de savoir de quoi ils parlent. La Première Commission compte 190 États Membres.

Essayons un instant de comprendre ce dont il s'agit, en nous concentrant sur les faits uniquement, sans jugement politique. En février 2014, un coup d'État anticonstitutionnel armé, soutenu par les États-Unis et les États membres de l'Union européenne, a eu lieu en Ukraine. Toutes les autorités existantes en Ukraine ont été expulsées de force. L'État a fondamentalement cessé d'exister, laissant place à une guerre civile. Il est évident que l'Ukraine que nous avons connue est aujourd'hui révolue. Afin de mettre un terme à la guerre fratricide qui ravage le pays, des accords globaux ont été signés à Minsk entre les autorités actuelles de Kiev et celles qui s'opposent à elles, c'est-à-dire les autorités de la région du Donbass. Soulignons que les États-Unis n'ont rien à voir avec les accords de Minsk, pas plus d'ailleurs que l'Union européenne en tant qu'entité.

Seuls deux types d'individus peuvent prétendre que la Russie n'applique pas les accords de Minsk. Le premier est constitué de ces messieurs qui n'ont jamais lu le texte des accords de Minsk et qui ne le connaissent donc pas. Par conséquent, lorsqu'ils ouvrent la bouche pour s'exprimer sur cette question, ils ne font que brasser

de l'air. S'ils avaient étudié les accords de Minsk, ils sauraient en effet que la Russie n'est pas partie à ces accords et n'y est même pas mentionnée une seule fois. Mais dans le second cas, les choses se compliquent et nous sommes dans l'obligation de supposer que ces soi-disant *gentlemen* essaient délibérément de nous tromper. Nous savons tous ici qu'aucune de ces deux versions ne fait honneur à leurs auteurs. Il est fort regrettable que certaines délégations tombent aussi bas dans leurs déclarations publiques, et ce pour la deuxième année consécutive. Mais puisque cette question infondée est soulevée pour la énième fois, penchons-nous à nouveau sur ce que disent réellement les accords de Minsk afin que chacun puisse, une fois pour toutes, les comprendre.

Les accords de Minsk sont un ensemble de mesures adoptées le 12 février 2015 et soutenues par une déclaration des dirigeants de la Russie, de la France, de l'Allemagne et de l'Ukraine. Tous les documents sont disponibles. Ces accords stipulent clairement que les autorités de Kiev sont tenues, premièrement, de mettre fin à l'affrontement armé et de retirer les armes lourdes dans un périmètre de 50 kilomètres de la ligne de confrontation. Selon l'accord conclu avec la région du Donbass, ces mêmes autorités doivent rédiger une nouvelle Constitution qui consacrerait le statut spécial de la région du Donbass, conviendrait d'une procédure pour la tenue d'élections locales avec Donetsk et Lougansk, promulguerait et appliquerait une loi d'amnistie totale et rétablirait la sécurité physique, politique et économique pleine et inconditionnelle pour chaque habitant de la région du Donbass. Nous savons tous que Kiev n'a pas encore rempli un seul de ces engagements.

Quant à la Russie, elle ne peut mettre en œuvre les accords de Minsk, car aucune des dispositions n'a un rapport direct avec la Russie. Ajoutons qu'il est bien sûr impossible que la Russie puisse retirer ses troupes du territoire ukrainien parce qu'elle n'y a jamais envoyé de troupes. Si tel avait été le cas, je suis sûr – et tout le monde ici le sait – que la question du conflit interne en Ukraine aurait été réglée en quelques jours. C'est d'ailleurs le point de vue non pas de la Russie, mais d'experts occidentaux, que les membres de la Commission peuvent consulter. Ils n'ont pas à m'attribuer la paternité de ces propos, puisqu'ils reflètent l'opinion de nos partenaires occidentaux.

Par ailleurs, le représentant de Kiev, qui a pris la parole plus tôt, a évoqué la possibilité d'une sorte d'acte d'agression de la Russie contre la Géorgie. Qu'il me soit permis de signaler que cela fait un certain temps

que nos partenaires géorgiens ne se sont plus exprimés sur cette question. Cette attitude n'est pas sans rappeler une forme de conscience sélective. Il est incontestable que le 8 août 2008, par décret du Président géorgien de l'époque, Mikheil Saakashvili, les troupes géorgiennes ont brutalement tué 12 artisans de la paix russes sur la ligne de démarcation avec l'Ossétie du Sud et qu'ils ont procédé à l'extermination de la population civile dans cette région. Même dans pareille situation, la Russie a fait preuve d'une patience sans précédent et a attendu pendant deux jours que les grands démocrates et artisans de la paix occidentaux mettent fin au massacre en Ossétie du Sud. Mais il ne s'est rien passé. La Russie a donc été contrainte d'intervenir et nous avons forcé Saakashvili à rétablir la paix. Nous ne comprenons donc pas comment de telles accusations peuvent être proférées à l'encontre de la Russie. Et nous savons tous ce qui est arrivé plus tard à Saakashvili. Déclaré criminel par l'État dans sa patrie, la Géorgie, il se cache désormais en Ukraine – avec l'aide de nos amis américains –, où il vaque à des occupations fort intéressantes.

Nous peinons à comprendre l'attitude de certains représentants nationaux tranquillement assis derrière les plaques nominatives de leur pays. Peut-être est-ce ce qu'ils font dans leurs capitales, se ridiculiser les uns les autres, mais nous sommes tous ici aux Nations Unies, où les règles sont bien différentes. Cet endroit est un lieu où se rencontrent des gens respectables, qui ont pour habitude de peser leurs mots et d'assumer la pleine responsabilité de leurs propos. Ce qui se passe ici est franchement répugnant. Nous sommes tous des adultes de bonne éducation, mais certaines personnes commencent à dire de telles bêtises qu'elles sont très facile à réfuter ici même, documents et faits à l'appui. C'est honteux.

**M. Wood** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour exercer mon droit de réponse à la suite des observations de mon homologue de la Fédération de Russie, qui a sans nul doute le sens du spectacle. Ce qui est intéressant, c'est qu'il commence par nous conseiller d'éviter les accusations infondées, avant de lancer sa propre salve d'accusations sans aucun fondement. Qu'il me soit permis de réagir à quelques-unes de ces allégations.

Mon homologue prétend tout d'abord que l'OTAN a suspendu toute coopération avec la Russie. Comme de nombreux membres de la Commission le savent, en 2014, l'OTAN a suspendu toute coopération pratique avec la Russie en réponse à ses actions agressives en

Ukraine. Si nous avons plusieurs fois laissé entendre que nous aspirions toujours à de bonnes relations avec la Russie, il est manifeste que l'amélioration des relations de l'Alliance avec la Russie dépendra de cette dernière, dont nous attendons un changement d'attitude clair et constructif, qui démontre le respect du droit international et de ses engagements internationaux.

S'agissant de l'annonce relative à l'élargissement de l'OTAN – c'est un fait –, chaque pays qui adhère à l'Alliance s'engage à respecter ses principes et ses politiques. Cet engagement présuppose le rejet de toute confrontation avec la Russie et l'absence de toute menace. Nous l'avons affirmé au sommet de Varsovie, ce que mon homologue est loin d'ignorer. L'élargissement de l'OTAN, comme il le sait pertinemment, n'est en rien dirigé contre la Russie. Chaque nation souveraine a le droit de choisir ses propres dispositions en matière de sécurité. Il s'agit là d'un principe fondamental de la sécurité européenne, auquel la Russie a également souscrit et qu'elle doit donc respecter. La politique de la porte ouverte de l'OTAN a été un succès historique et, avec l'élargissement de l'Union européenne, a contribué à la stabilité et à la prospérité en Europe depuis la chute du mur de Berlin.

J'ai par ailleurs quelques commentaires à formuler sur le Traité « Ciel ouvert », également mentionné par mon homologue russe. Les États-Unis honorent et continueront d'honorer pleinement les engagements pris dans le cadre du Traité « Ciel ouvert » et demeurent disposés à résoudre les problèmes liés à sa mise en œuvre. Les États-Unis et d'autres États parties au Traité « Ciel ouvert » ont à maintes reprises fait part à la Russie de leurs préoccupations quant au respect de ses obligations au titre du Traité, et ce depuis un certain nombre d'années. Les préoccupations des États-Unis sont documentées depuis 2004, dans notre rapport annuel au Congrès sur le respect des accords de maîtrise des armements, de non-prolifération et de désarmement. En juin, les États-Unis ont informé la Commission consultative pour le régime « Ciel ouvert », l'organe de mise en œuvre composé de représentants de tous les États membres du Traité, y compris la Russie, que nous avions officiellement constaté que la Russie avait violé ses obligations au titre du Traité « Ciel ouvert ».

Après plusieurs tentatives infructueuses et répétées d'engager un dialogue diplomatique avec Moscou, tant sur le plan bilatéral que multilatéral, par l'intermédiaire de la Commission consultative et d'instances connexes à Vienne, nous avons décidé

de prendre les mesures nécessaires en réponse au non-respect par la Russie de ses obligations. Nous n'autoriserons plus les flexibilités de mise en oeuvre accordées à la Russie par le passé au motif de sa bonne volonté. Depuis qu'il est devenu évident que les États-Unis d'Amérique prendraient au sérieux les violations par la Russie du Traité « Ciel ouvert » et les préoccupations quant au respect dudit Traité, la Russie a cherché à créer des problèmes pendant les vols, élevant les difficultés de mise en oeuvre au niveau des préoccupations en matière de respect du Traité. Toute accusation selon laquelle les États-Unis d'Amérique ne respecteraient pas pleinement leurs obligations au titre du Traité « Ciel ouvert » est tout simplement fausse.

Mon dernier point est que la Fédération de Russie semble très préoccupée par ses voisins. Elle doit cesser d'intervenir dans les affaires de ses voisins.

En ce qui concerne le commentaire selon lequel la Fédération de Russie n'a jamais envoyé de troupes en Ukraine, j'ai du mal à croire ce que j'entends. Il est évident que tous ces petits hommes verts qui ont causé tant de ravages en Ukraine ne sont pas sortis de nulle part. Je voudrais simplement dire au Représentant de la Fédération de Russie que ce ne sont pas les États-Unis d'Amérique ni leurs alliés qui interviennent sur le territoire souverain de l'Ukraine; c'est la Fédération de Russie.

**M. Jabrayilov** (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Je suis contraint de prendre à nouveau la parole pour réfuter les allégations totalement infondées du Représentant de l'Arménie contre mon pays et pour répondre à ses spéculations sur des questions qui font partie du processus de négociation.

Premièrement, je suis certain que chacun ici écoute avec perplexité les accusations de recours à la force formulées par un pays qui a utilisé la force pour occuper le territoire azerbaïdjanais et dont le comportement destructeur est le principal motif de l'impasse dans laquelle se trouvent actuellement les négociations. L'Arménie a violé de manière flagrante ses obligations au regard du droit international en recourant à la force militaire pour occuper le territoire azerbaïdjanais, procéder à un nettoyage ethnique et mettre en place une entité séparatiste subordonnée, construite sur des critères ethniques, dans les territoires occupés.

Deuxièmement, en ce qui concerne les appels répétés en faveur de mesures de confiance avec l'Azerbaïdjan, l'Arménie doit d'abord démontrer, par

ses actions, son attachement au règlement négocié du conflit et au respect du droit international en retirant ses forces armées des territoires occupés en Azerbaïdjan, ouvrant ainsi la voie à l'application effective de mesures de confiance pleines et entières dans la région du Caucase du Sud.

Enfin, je voudrais rappeler que l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan n'a jamais été et ne sera jamais l'objet de négociations. L'Azerbaïdjan reste attaché au processus de règlement du conflit fondé sur ce concept. Plus tôt l'Arménie acceptera cette réalité, plus tôt le conflit sera réglé et les pays et les peuples de la région bénéficieront des perspectives de coopération et de développement économique.

**M. Kazi** (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Nous avons pris acte du droit de réponse exercé par le Représentant du Myanmar. La délégation du Myanmar avait déjà répondu à nos déclarations en exerçant son droit de réponse. Nous n'avons pas pris la parole pour y répondre davantage, mais nous sommes conscients que, puisque notre délégation n'a pas donné suite à nombre des points soulevés, certaines informations erronées prennent de plus en plus d'ampleur au sein de la communauté internationale.

Nous tenons à ce qu'il soit absolument clair que la situation dans l'État rakhine, au Myanmar, est loin d'être stabilisée. Un acteur de la société civile vient juste de nous apprendre, lors d'une manifestation parallèle organisée par notre délégation dans la salle de conférence 7, que des milliers de Rohingya franchissent encore le fleuve à gué pour rejoindre le Bangladesh. L'une des raisons pour lesquelles ils sont contraints de le faire est le manque flagrant d'aide humanitaire qui leur est fournie. Par conséquent, la déclaration selon laquelle la situation humanitaire à la frontière est prise en charge ou gérée est peut-être encore une fois un simulacre de vérité.

Nous avons pris acte de la décision, par la République de l'Union du Myanmar, de créer le Mécanisme-cadre pour l'aide humanitaire, la réinstallation et le développement dans l'État rakhine, qui est censé traiter de l'aide humanitaire, de la réinstallation et des autres questions connexes. Le Mécanisme a été mis en place après avoir été annoncé cinq jours plus tôt. Toutefois, lorsque nous examinons le mandat confié au Mécanisme, nous constatons qu'il omet clairement la question tout entière du rapatriement des Rohingya déplacés de force au Bangladesh.

Actuellement, les questions humanitaires ne sont pas au centre des préoccupations de la Commission. Ce que nous avons essayé de dire dans notre déclaration n'est qu'un rappel aux États Membres concernés et responsables de limiter ou de reconsidérer leurs transferts d'armes aux forces militaires du Myanmar. Il existe un quasi-consensus sur le fait que les forces de sécurité du Myanmar ont eu recours à l'usage excessif et aveugle de la force, y compris l'usage du feu et de la violence sexuelle systématique, contre les Rohingyas pour les éliminer dans le nord de l'État rakhine.

Nous sommes encouragés par le fait qu'un certain nombre d'États Membres envisagent de limiter leur coopération avec les forces de sécurité du Myanmar, notamment en termes d'invitation, de formation et d'assistance. Ce sont là des premiers pas importants, mais les membres de la communauté internationale, en particulier ceux qui continuent de transférer des armes au Myanmar, doivent revoir leurs décisions politiques à cet égard.

**Le Président** (*parle en anglais*) : J'ai été informé que nous devons maintenant libérer les interprètes. Par conséquent, nous entendrons les déclarations restantes au titre du droit de réponse en anglais seulement. Je remercie les interprètes du temps qu'ils nous ont consacré.

**M<sup>me</sup> Imnadze** (Géorgie) (*parle en anglais*) : Je réponds à la déclaration faite par le Représentant de la Fédération de Russie.

Je veux être claire. L'invasion et l'occupation des régions de la Géorgie, ainsi que la guerre ouverte qui y est menée, sont purement et simplement des actes d'agression contre un État souverain. En outre, ces actes violent tous les principes et normes fondamentaux sur lesquels repose l'Organisation elle-même. La présence de la Fédération de Russie en Géorgie constitue un acte d'agression. Il s'agit d'une occupation militaire illégale et d'une violation flagrante des principes fondamentaux du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies, de l'Accord final d'Helsinki et des dizaines d'autres accords internes de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, ainsi que des dispositions de l'accord de cessez-le-feu de 2008.

La Fédération de Russie poursuit son renforcement militaire et son processus d'annexion effective des régions d'Abkhazie et de Tskhinvali en Géorgie par la mise en œuvre des traités dits d'intégration, qui prévoient la pleine intégration des régions occupées

de Géorgie au système militaire, économique et social russe. Une fois encore, nous appelons la Fédération de Russie à respecter les normes du droit international et à retirer toutes ses forces militaires illégales du territoire géorgien.

**M. Tsymbaliuk** (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je me sens obligé de répondre à la déclaration très émouvante faite par le Représentant de la Fédération de Russie.

En un mot, je voudrais souligner une fois de plus qu'il n'y a pas de guerre civile en Ukraine. C'est totalement faux. Je rejette également l'accusation de la Fédération de Russie selon laquelle l'Ukraine n'a pas respecté les accords de Minsk. L'Ukraine reste pleinement attachée au règlement pacifique du conflit dans la région du Donbass et à l'application des accords de Minsk.

N'est-il pas temps que l'État russe cesse de prétendre qu'il n'a rien à voir avec la situation dans l'est de l'Ukraine, qu'il n'est pas partie à ce conflit, qu'il ne soutient pas les militaires et leurs sbires dans la région du Donbass et qu'il ne fournit pas illicitement du matériel, des armes et du personnel militaires à cette région de l'Ukraine?

Enfin, selon différents sondages d'opinion, l'Ukraine occupe, aux yeux du peuple russe, la deuxième place honorable parmi les principaux ennemis de la Fédération de Russie. Dans le même temps, nous sommes un État pacifique et nous n'allons pas envahir le territoire d'autres États ni intervenir dans leurs affaires intérieures. Une propagande massive et une incitation à la haine contre l'Ukraine et les Ukrainiens, alimentées par des médias et des personnalités publiques russes, ont joué un rôle important dans le déclenchement et l'intensification de l'agression russe contre l'Ukraine.

Une référence a été faite à la fraternité. Si les Russes sympathisent autant avec l'Ukraine et le peuple ukrainien, je leur demande d'essayer de persuader leurs dirigeants de mettre fin à la politique de soutien aux conflits et d'ingérence dans les affaires intérieures d'autres États, notamment en réorientant le gaspillage des énormes ressources consacrées au déclenchement et au maintien de conflits dans leur voisinage pour répondre aux besoins du peuple russe.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne la parole au Représentant de la Fédération de Russie, qui souhaite présenter une motion d'ordre.



**M. Yermakov** (Fédération de Russie) (*parle en anglais*) : En fait, c'est une énorme discrimination. Pourquoi parlons-nous anglais et non pas russe?

**Le Président** (*parle en anglais*) : Nous l'avons mentionné, parce que nous dépendons des interprètes et à 18 heures...

**M. Yermakov** (Fédération de Russie) (*parle en anglais*) : Oui, mais nous discutons de questions concernant la Russie et le russe a le statut de langue officielle de l'Organisation des Nations Unies au même titre que l'anglais. De plus, nos amis ukrainiens et géorgiens parlent russe. Alors pourquoi devons-nous parler anglais? C'est de la discrimination. Alors, Monsieur le Président, dois-je parler russe ou anglais?

**Le Président** (*parle en anglais*) : Anglais.

**M. Yermakov** (Fédération de Russie) (*parle en anglais*) : Pourquoi? Pourriez-vous me dire pourquoi?

**Le Président** (*parle en anglais*) : Si le Représentant de la Russie n'accepte pas, je parlerai en arabe.

**M. Yermakov** (Fédération de Russie) (*parle en anglais*) : Très bien, pourquoi pas? En parlant anglais, je vais faire une faveur à mes partenaires américains et parler leur langue maternelle parce que j'admire le peuple américain. C'est une grande nation. Je ne plaisante pas. J'en suis réellement convaincu.

À vrai dire, lorsque M. Wood a pris la parole, je m'attendais à l'entendre dire que la Russie était responsable des attaques nucléaires contre Nagasaki et Hiroshima ou quelque chose du genre, mais heureusement, cela ne s'est pas produit. La façon dont il a formulé sa déclaration montre que nous avons des raisons de croire que tout ira bien. Les questions qui ont été soulevées, y compris en ce qui concerne le Traité « Ciel ouvert », sont abordées dans nos accords bilatéraux et nous en discutons en profondeur. La Première Commission n'est pas le lieu pour en discuter en détail, car nous ne sommes pas tous des experts. À cet égard, je suis prêt à aborder toute question en cours de discussion.

En ce qui concerne les principes fondamentaux, il va de soi que nous devons respecter nos obligations. Si nous ne faisons que respecter ces obligations, tout ira bien. Je tiens à exprimer mon profond respect pour le peuple ukrainien. Je crois fermement que les peuples ukrainien et russe sont un même peuple. Puisque je connais l'histoire de mon pays, je sais ce que nous sommes. En Russie, nous avons tous des proches en Ukraine et vice versa. En fait, après le coup d'État de Kiev, plus de 2 millions d'Ukrainiens se sont rendus en Russie. Cela a envoyé un énorme signal à toutes les forces à Kiev qui veulent déclencher une sorte de guerre entre les Russes eux-mêmes. Les personnes qui vivent dans la région du Donbass parlent russe, ce sont des Russes de cœur et ils ne veulent en aucune façon que l'Ukraine devienne un État nazi. C'est absurde pour eux. Ils ont combattu les nazis qui sont venus sur nos terres pendant la Seconde Guerre mondiale. Ils savent comment faire. Ils les combattront jusqu'à la mort parce qu'ils défendront leur famille.

En fait, je n'ai jamais dit que la Russie n'avait rien à voir avec la région du Donbass. Les habitants de la région du Donbass sont les mêmes que ceux de la région de Moscou, de la région de Sakhaline ou de toute autre région du monde, et nous ne laisserons certainement pas les personnes qui siègent à Kiev tuer celles qui siègent dans la région du Donbass. Je m'arrêterai ici, et la prochaine fois, nous parlerons russe.

**M. Wood** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je tiens à souligner l'excellent anglais parlé par le Représentant de la Fédération de Russie. Mon intervention sera très brève.

Je le dis en toute sincérité. Les États-Unis d'Amérique souhaitent entretenir des relations plus constructives et plus coopératives avec la Fédération de Russie. Franchement, il est dans l'intérêt de notre sécurité nationale de le faire, mais les efforts déployés par la Fédération de Russie pour modifier le tracé des frontières par la force en Europe compliquent encore davantage l'amélioration de nos relations.

*La séance est levée à 18 h 20.*